

BBM & ASSOCIES

4, Rue Paul Valérien Perrin - B.P. 28

38171 SEYSSINET PARISET CEDEX

ODICEO

115, Boulevard Stalingrad – CS 52038

69616 VILLEURBANNE CEDEX

SAMSE S.A.

2, Rue Raymond Pitet

38030 GRENOBLE Cedex 2

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

BBM & ASSOCIES

4, Rue Paul Valérien Perrin - B.P. 28

38171 SEYSSINET PARISSET CEDEX

ODICEO

115, Boulevard Stalingrad – CS 52038

69616 VILLEURBANNE CEDEX

SAMSE S.A.

2, Rue Raymond Pitet
38030 GRENOBLE Cedex 2

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société "SAMSE S.A.", tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire de votre société. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « première application d'IFRIC 21 » de l'annexe aux comptes consolidés qui présente les effets du changement de méthode comptable résultant de la première application de l'interprétation IFRIC 21.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9, du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Comme décrit dans les notes 1 & 4.2 de l'annexe, le Groupe procède annuellement à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs incorporels à durée de vie indéterminée. Il évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des autres immobilisations corporelles et incorporelles. Nous avons examiné les procédures mises en œuvre dans ce cadre et nous avons vérifié le caractère approprié des informations fournies dans les notes 1 & 4.2 de l'annexe.
- La note 10 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans la note 10 de l'annexe.
- La note 11 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des créances. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans la note 11 de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

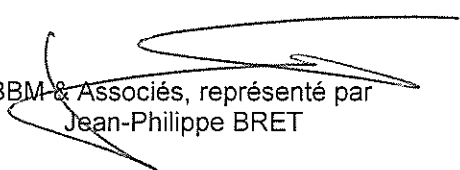
III - VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Seyssinet et Villeurbanne, le 1^{er} avril 2016

Les Commissaires aux Comptes



BBM & Associés, représenté par
Jean-Philippe BRET



ODICEO, représenté par
Sylvain BOCCON-GIBOD

TABLE DES MATIERES

INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES SOCIETES INTEGREES
TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

Note 1 - PRINCIPES COMPTABLES
Note 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION ET EVOLUTION AU COURS DE L'ANNEE
Note 3 - TRANSITION AUX NORMES IFRS
Note 4 - ECARTS D'ACQUISITION
Note 5 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES
Note 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES
Note 7 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE
Note 8 - TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES
Note 9 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES
Note 10 - STOCKS DE MARCHANDISES
Note 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES
Note 12 - AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION
Note 13 - DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE
Note 14 - CAPITAUX PROPRES
Note 15 - PROVISIONS
Note 16 - IMPOTS SUR LES RESULTATS ET IMPOTS DIFFERES
Note 17 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS
Note 18 - FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES
Note 19 - AUTRES DETTES D'EXPLOITATION
Note 20 - CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE
Note 21 - CHARGES DE PERSONNEL
Note 22 - CHARGES EXTERNES
Note 23 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS
Note 24 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'EXPLOITATION COURANTE
Note 25 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS
Note 26 - PRODUITS DE TRESORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRESORERIE
Note 27 - COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT
Note 28 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS
Note 29 - FORMATION DU RESULTAT FINANCIER
Note 30 - CHARGE D'IMPOT
Note 31 - QUOTE PART DE RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE
Note 32 - RESULTAT PAR ACTION
Note 33 - ENGAGEMENTS HORS BILAN
Note 34 - INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES
Note 35 - INSTRUMENTS FINANCIERS
Note 36 - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDEES

INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES

(en milliers d'euros)

1 - SUR L'ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE AU 31 DECEMBRE 2015

	2015	2014 (*)
Total de l'actif	878 312	858 310
Total des actifs non courants	351 002	345 626
Total des actifs détenus en vue de la vente	909	444
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE -	380 453	357 783
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants -	12 214	47 596
Dividende par action	2,10	2,10
Endettement financier net	150 848	146 227
Ratio d'endettement financier	38,42%	36,07%

2 - SUR L'ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2015

	2015	2014 (*)
Chiffre d'Affaires	1 199 212	1 195 636
Résultat Opérationnel Courant	45 740	45 947
Taux de marge opérationnelle courante	3,81	3,84
Résultat opérationnel	46 188	45 364
Résultat net des sociétés intégrées	33 428	39 878
Dont part attribuable aux actionnaires de SAMSE	32 072	36 144
Dont part attribuable aux intérêts non contrôlants	1 356	3 734
Résultat net par action (en €)	9,30	10,73
Résultat net dilué par action (en €)	9,30	10,73

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective d'IFRIC 21.

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

(en milliers d'euros)

		Au 31 Décembre	
		2015	2014
		Valeur nette	Valeur nette (*)
notes			
ACTIFS NON COURANTS		351 002	345 626
Ecarts d'acquisition	04	46 009	46 820
Autres immobilisations incorporelles	05	1 778	1 988
Immobilisations corporelles	06	249 743	246 737
Titres mis en équivalence	07	39 960	39 590
Titres de sociétés non consolidées	08	8 174	4 883
Autres actifs immobilisés	09	3 963	4 334
Impôts différés actifs	16	1 375	1 274
ACTIFS COURANTS		526 401	512 240
Stocks de marchandises	10	232 985	236 939
Clients et comptes rattachés	11	146 273	143 351
Autres créances	12	66 171	74 886
Disponibilités et équivalents de trésorerie	13	80 972	57 064
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	06	909	444
TOTAL DE L'ACTIF		878 312	858 310
		Au 31 Décembre	
		2015	2014
notes			
CAPITAUX PROPRES		392 667	405 379
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	14	380 453	357 783
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	14	12 214	47 596
DETTES NON COURANTES		171 993	135 154
Provisions	15	12 421	12 534
Impôts différés passifs	16	9 551	9 081
Dettes financières à long terme	17	150 021	113 539
DETTES COURANTES		313 652	317 777
Provisions	15	2 926	2 645
Fournisseurs et comptes rattachés	18	155 625	152 684
Dettes financières à court terme	17	81 799	89 752
Autres dettes	19	73 302	72 696
TOTAL DU PASSIF		878 312	858 310

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective d'IFRIC 21.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)

		Exercices	
		2015	2014
			(*)
	notes		
CHIFFRE D'AFFAIRES	20	1 199 212	1 195 636
Autres produits de l'activité	20	44	24
Achats et variation de stocks		-828 913	-829 417
Charges de personnel	21	-183 678	-178 800
Charges externes	22	-87 121	-88 746
Impôts et taxes		-21 246	-20 488
Dotations aux amortissements		-28 237	-28 158
Dotations aux provisions et dépréciations	23	-244	-4 673
Autres produits et charges de l'exploitation courante	24	-4 077	569
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		45 740	45 947
Taux de marge opérationnelle courante		3,81%	3,84%
Autres produits et charges opérationnels	25	448	-583
RESULTAT OPERATIONNEL		46 188	45 364
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	26	506	589
Coût de l'endettement financier brut	27	-3 857	-4 028
Coût de l'endettement financier net		-3 351	-3 439
Autres produits et charges financiers	28	1 235	8 185
RESULTAT FINANCIER	29	-2 116	4 746
Charge d'impôt	30	-13 761	-13 235
Quote part de résultat net des sociétés mises en équivalence	31	3 117	3 003
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		33 428	39 878
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE		32 072	36 144
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		1 356	3 734
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	32	3 448 099	3 368 801
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	32	3 448 099	3 368 801
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	32	9,30	10,73
RESULTAT NET DILUE PAR ACTION (en €)	32	9,30	10,73
<hr/>			
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		33 428	39 878
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		125	-1 866
Impôts différés sur les éléments ci-dessus		-5	75
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net		120	-1 791
Écarts actuariels sur régimes de retraite à prestations définies		-236	-1 752
Impôts différés sur écarts actuariels		78	584
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		-158	-1 168
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS		-38	-2 959
RESULTAT GLOBAL TOTAL ANNUEL		33 390	36 919
Résultat global total annuel - Part attribuable aux actionnaires de Samse		32 033	33 220
Résultat global total annuel - Part attribuable aux intérêts non contrôlants		1 357	3 699

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective d'IFRIC 21.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES SOCIETES INTEGREES

(en milliers d'euros)

	Exercices				
	2015	%	2014	%	% de variation
		SUR C.A	(*)	SUR C.A	2015/2014
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 199 212		1 195 636		0,30
Dont Chiffre d'affaires Négoce	943 571	78,68	963 366	80,57	-2,05
Dont Chiffre d'affaires Bricolage	255 641	21,32	232 270	19,43	10,06
Autres produits de l'activité	44		24		
Achats et variation de stocks	-828 913	-69,12	-829 417	-69,37	-0,06
Charges de personnel	-183 678	-15,32	-178 800	-14,95	2,73
Charges externes	-87 121	-7,26	-88 746	-7,42	-1,83
Impôts et taxes	-21 246	-1,77	-20 488	-1,71	3,70
Dotations aux amortissements	-28 237	-2,35	-28 158	-2,36	0,28
Dotations aux provisions et dépréciations	-244	-0,02	-4 673	-0,39	-94,78
Autres produits et charges de l'exploitation courante	-4 077	-0,34	569	0,05	-
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	45 740	3,81	45 947	3,84	-0,45
Dont ROC Négoce	32 820	3,48	34 874	3,62	-5,89
Dont ROC Bricolage	12 920	5,05	11 073	4,77	16,68
Autres produits et charges opérationnels	448	0,04	-583	-0,05	-
RESULTAT OPERATIONNEL	46 188	3,85	45 364	3,79	1,82
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	506	0,04	589	0,05	-14,09
Coût de l'endettement financier brut	-3 857	-0,32	-4 028	-0,34	-4,25
Coût de l'endettement financier net	-3 351	-0,28	-3 439	-0,29	-2,56
Autres produits et charges financiers	1 235	0,10	8 185	0,68	-84,91
RESULTAT FINANCIER	-2 116	-0,18	4 746	0,40	-
Charge d'impôt	-13 761	-1,15	-13 235	-1,11	3,97
Quote part résultat net des sociétés mises en équivalence	3 117	0,26	3 003	0,25	3,80
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	33 428	2,79	39 878	3,34	-16,17

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective d'IFRIC 21.

Présentation de la performance dans le compte de résultat

Le Groupe SAMSE fait état d'un agrégat intermédiaire intitulé "Résultat Opérationnel Courant" (ROC), et prend en compte la recommandation 2009-R.03 du CNC qui propose l'utilisation d'un indicateur du niveau de performance opérationnelle pouvant servir à une approche prévisionnelle de la performance récurrente.

Conformément à cette recommandation, ont été exclus du Résultat Opérationnel Courant, les plus ou moins values dégagées lors de la cession d'éléments de l'actif immobilier, les charges de restructurations ou de fermetures d'agences, ainsi que tout autre élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture de la performance du Groupe.

Les éléments exclus sont précisément décrits dans la note 25 - Autres produits et charges opérationnels.

Il est fait usage en interne de cet indicateur intermédiaire (ROC), au dessus du résultat opérationnel, au titre de l'information sectorielle (note 36).

	REPARTITION DU CA PAR ACTIVITE (%)		REPARTITION DU ROC PAR ACTIVITE (%)	
	2015	2014	2015	2014
Négoce	78,68	80,57	71,75	75,90
Bricolage	21,32	19,43	28,25	24,10
	100,00	100,00	100,00	100,00

TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

(en milliers d'euros)

	Exercices	
	2015	2014 (*)
Résultat net consolidé - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	32 072	36 144
Part des intérêts non contrôlants	1 356	3 734
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence nette des dividendes reçus	-1 174	-1 390
Amortissements et provisions	29 373	32 835
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	13 761	13 235
Impôts versés	-13 253	-14 693
Résultat sur cessions d'actifs	-1 121	-7 171
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-28	168
Charges liées aux stock-options		-251
Gains et pertes liés à des variations de parts d'intérêts avec prise de contrôle	210	-1 651
Autres produits et charges calculés	-805	
Capacité d'autofinancement	60 391	60 960
Coût de l'endettement financier net	3 351	3 439
Variation du besoin en fonds de roulement	13 656	-14 301
Flux de trésorerie généré par l'activité	77 398	50 098
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-33 997	-31 136
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3 164	3 205
Subvention d'investissement	-4	-4
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	241	-8 878
Incidence des variations de périmètre (cessions)		
Acquisitions d'immobilisations financières	-3 472	-7 328
Diminution d'immobilisations financières	227	6 296
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-33 841	-37 845
Dividendes versés aux actionnaires de la Société Mère	-7 262	-7 262
Dividendes sur actions auto-détenues	19	220
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-1 088	-1 560
Augmentation de capital en numéraire		
Acquisition ou cession d'intérêts minoritaires	-38 401	-922
Intérêts financiers nets versés	-3 351	-3 439
Emission d'emprunts	108 782	60 396
Remboursements d'emprunts	-67 224	-58 013
Autocontrôle	97	-101
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-8 428	-10 681
AUGMENTATION OU DIMINUTION DE LA TRESORERIE	35 129	1 572
Disponibilités et équivalents de trésorerie à l'ouverture	22 358	16 713
Reclassement de trésorerie	603	4 073
Disponibilités et équivalents de trésorerie à la clôture	58 090	22 358

Détails complémentaires du tableau consolidé des flux de trésorerie :

	Exercices	
	2015	2014 (*)
Variation des stocks	4 340	-8 199
Variation des créances clients et autres débiteurs	6 964	-8 893
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	2 372	2 836
Intérêts courus non échus	-20	-45
Variation du besoin en fonds de roulement	13 656	-14 301
Acquisitions de participations avec prise de contrôle	-1 214	-5 686
Trésorerie nette apportée par les filiales entrantes dans le périmètre	1 455	-3 192
Incidence des variations de périmètre (acquisitions)	241	-8 878
Cessions de participations avec perte de contrôle		
Trésorerie nette cédée par les filiales sortantes du périmètre		
Incidence des variations de périmètre (cessions)	0	0
Acquisition d'immobilisations incorporelles brutes	-547	-558
Acquisition d'immobilisations corporelles brutes	-31 787	-29 387
Variation des créances sur cessions d'immobilisations	-1 017	-970
Variation des dettes fournisseurs d'immobilisations	-646	-221
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-33 997	-31 136

(*) Les comptes antérieurement publiés ont été retraités consécutivement à l'application rétrospective d'IFRIC 21.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
(en milliers d'euros)

	Capital	Primes	Ecarts de réévaluation	Réserves consolidées	Eléments constatés directement en capitaux propres	Résultat de l'exercice	Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	Intérêts non contrôlants	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2013 publié	3 458	44 722	306	243 729	2 366	29 659	324 240	46 150	370 390
Retraitements IFRS 10 et 11								185	185
Retraitement IFRIC 21				1 451		201	1 652	233	1 885
Solde au 31 décembre 2013 retraité	3 458	44 722	306	245 180	2 366	29 860	325 892	46 568	372 460
Inscription en réserves du résultat 2013				29 860		-29 860			
Résultat consolidé de l'exercice 2014						36 144	36 144	3 734	39 878
Distributions effectuées				-7 042			-7 042	-1 560	-8 602
Retraitement des actions gratuites				-251			-251		-251
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				3 776			3 776		3 776
Impact de la variation des actions auto-détenues				4 948			4 948		4 948
Ajustement de juste valeur des titres					-1 791		-1 791		-1 791
Gains / Pertes actuariels					-1 134		-1 134	-34	-1 168
Variation du % d'intérêts				-2 757			-2 757	-774	-3 531
Engagement de rachat de minoritaires				-1			-1	-326	-327
Autres mouvements				-1			-1	-12	-13
Solde au 31 décembre 2014	3 458	44 722	306	273 712	-559	36 144	357 783	47 596	405 379
Inscription en réserves du résultat 2014				36 144		-36 144			
Résultat consolidé de l'exercice 2015						32 072	32 072	1 356	33 428
Distributions effectuées				-7 243			-7 243	-1 088	-8 331
Plus et moins values de cession sur actions auto-détenues				-7			-7		-7
Impact de la variation des actions auto-détenues				97			97		97
Ajustement de juste valeur des titres					120		120		120
Gains / Pertes actuariels					-159		-159	1	-158
Variation du % d'intérêts				-2 247			-2 247	-35 651	-37 898
Frais d'acquisition de titres				-64			-64		-64
Autres mouvements				101			101		101
Solde au 31 décembre 2015	3 458	44 722	306	300 493	-598	32 072	380 453	12 214	392 667

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Fin mars 2015, suite à l'accord de l'Autorité de la Concurrence, le Groupe a racheté l'ensemble des intérêts minoritaires (représentant 45% du capital) relatifs au sous-groupe SC INV (DORAS). A l'issue de cette opération, le Groupe dispose de 100% du capital de cette entité. Les effets sur les comptes consolidés au 31 décembre 2015 sont présentés en note 17.7.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS
Notes aux états financiers consolidés

SAMSE est une société anonyme de droit français, cotée sur NYSE Euronext Paris, compartiment B. La société SAMSE et ses filiales sont ci-après dénommées "le Groupe" ou "le Groupe SAMSE". Le siège social de la société SAMSE est situé à 2 rue Raymond Pilet - 38030 GRENOBLE. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 reflètent la situation comptable de la société SAMSE et de ses filiales et coentreprises, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées. Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été arrêtés par le Directoire du 8 mars 2016, examinés par le Conseil de Surveillance du 10 mars 2016 et seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale du 3 mai 2016.

Nota 1 - PRINCIPES COMPTABLES

APPLICATION DES NORMES, REGLEMENTS ET INTERPRETATIONS DES NORMES

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et publié au Journal Officiel de l'Union Européenne.

Le référentiel IFRS comprend les Normes IFRS, les Normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee) telles que publiées par l'IASB. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm). Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE ont été établis selon les principes généraux des IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, méthode de la comptabilité d'engagement, permanence de la présentation, importance relative et regroupement.

BASE DE PREPARATION

Les méthodes comptables exposées ci-après ont été appliquées de manière permanente aux périodes présentées dans les états financiers consolidés, après prise en compte des nouvelles normes et interprétations décrites ci-après.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES A PARTIR DE L'EXERCICE OUVERT AU 1er JANVIER 2015

Les normes, amendements et interprétations mentionnés ci-dessous sont appliqués pour la première fois sur l'exercice.

- IFRIC 21 - Taxes prélevées par une autorité publique.
- Amendement à IAS 19 - Avantages du personnel.
- Améliorations des normes IFRS - Décembre 2013.

L'interprétation IFRIC 21, dont l'application est rétrospective, a un impact sur les comptes du Groupe au 31 décembre.

Les retraitements des périodes comparatives sont présentés ci-après dans le présent document.

Sur l'exercice 2015, l'application d'IFRIC 21 engendra une hausse du poste "Impôts et taxes" de 344 milliers d'euros (pour une baisse de 334 milliers d'euros en 2014).

Le résultat opérationnel courant avant IFRIC 21 ressort ainsi à +6 084 milliers d'euros au 31 décembre 2015, contre 45 813 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (résultat opérationnel courant publié).

Les autres textes mentionnés ci-dessus n'ont pas engendré d'incidence notable sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2015.

NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS D'APPLICATION ULTERIEURE AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE

Textes adoptés par l'Union Européenne:

- Amendements à IAS 16 et IAS 38 - Clarification sur les méthodes de dépréciation et d'amortissement acceptables.
- Amendement à IFRS 11 - Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des coentreprises.

Textes non adoptés par l'Union Européenne:

- IFRS 9 - Instruments financiers - classifications et évaluations, et amendements subséquents à IFRS 9 et IFRS 7.
- IFRS 14 - Comptes de report réglementaires.
- IFRS 15 - Produits provenant des contrats avec les clients.
- IFRS 16 - Contrats de location.
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 - Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une coentreprise.
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 - Entités d'investissements : application de l'exemption de consolidation.
- Améliorations des normes IFRS - Septembre 2014.

Le Groupe n'a appliqué aucun de ces nouveaux amendements ou nouvelles normes/interprétations par anticipation. Il est en cours d'appréciation des impacts consécutifs à leur première application.

PREMIERE APPLICATION D'IFRIC 21

Cette interprétation vise à clarifier le fait générateur des charges relatives aux taxes autres que les impôts sur les résultats.

Il s'agit de toutes les taxes dont une entreprise est redevable en vertu d'une loi ou d'un règlement, qui constituent une sortie nette de ressources, et qui ne sont pas des impôts sur les bénéfices couverts par la norme IAS 12.

La reconnaissance du passif (et donc de la charge) est liée au fait générateur de l'obligation de payer la taxe, telle que légalement définie.

Pour certaines taxes, le fait générateur intervient à une date spécifique, la charge est donc constatée à cette date. Dans le cas où plusieurs conditions doivent être respectées, la charge est constatée à la date où toutes les conditions sont satisfaites.

En conséquence, la charge ne peut plus être comptabilisée progressivement dans les comptes consolidés, mais en intégralité à la date du fait générateur.

Pour le Groupe, l'application d'IFRIC 21 a modifié le mode de comptabilisation des taxes suivantes: la taxe foncière, la C3S et la taxe sur les surfaces commerciales.

Retraitement des comptes consolidés 2014 - application rétrospective d'IFRIC 21

IFRIC 21 est d'application rétrospective. Les impacts des retraitements liés à l'application de

cette interprétation sur les principaux éléments publiés des comptes consolidés de 2014 sont détaillés ci-après :

Retraitements du compte de résultat consolidé 2014 :

	31-déc-14	Retraitements	31-déc-14
	Publi	IFRIC 21	Retrait
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 195 636		1 195 636
Autres produits de l'activité	24		24
Achats et variation de stocks	829 417		829 417
Charges de personnel	-178 800		-178 800
Charges externes	-88 746		-88 746
Impôts et taxes	-20 822	334	-20 488
Dotations aux amortissements	-28 158		-28 158
Dotations aux provisions et dépréciations	-4 673		-4 673
Autres produits et charges de l'exploitation courants	569		569
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	45 613	334	45 947
Taux de marge opérationnelle courante	3,81%		3,84%
Autres produits et charges opérationnels	-533		-533
RESULTAT OPERATIONNEL	45 030	334	45 364
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	589		589
Coût de l'endettement financier brut	-4 028		-4 028
Coût de l'endettement financier net	-3 439		-3 439
Autres produits et charges financiers	3 185		3 185
RESULTAT FINANCIER	4 746	0	4 746
Charge d'impôt	-13 124	-111	-13 235
Quota part de résultat net des sociétés mises en équivalence	2 990	4	3 003
RESULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES	39 651	227	39 878
Résultat net - Part attribuable aux actionnaires de SAMSE	35 524	220	36 144
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	3 727	7	3 734
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	3 368 801		3 368 801
Nombre moyen pondéré d'actions après dilution	3 368 801		3 368 801
RESULTAT NET PAR ACTION (en €)	10,66	0,07	10,73
RESULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (en €)	10,66	0,07	10,73

Retraitements de la situation financière consolidée au 31 décembre 2014 :

	31-déc-14	Retraitements	31-déc-14
	Valeur nette	IFRIC 21	Valeur nette
ACTIFS NON COURANTS	345 761	-135	345 626
Ecart d'acquisition	46 820		46 820
Autres immobilisations incorporelles	1 980		1 980
Immobilisations corporelles	246 737		246 737
Titres mis en équivalence	39 423	167	39 590
Titres de sociétés non consolidées	4 893		4 893
Autres actifs immobilisés	4 334		4 334
Impôts différés actifs	1 576	-302	1 274
ACTIFS COURANTS	512 240	0	512 240
Stocks de marchandises	236 939		236 939
Clients et comptes rattachés	143 351		143 351
Autres créances	74 886		74 886
Disponibilités et équivalents de trésorerie	57 064		57 064
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	444		444
TOTAL DE L'ACTIF	858 445	-135	858 310

	31-déc-14	Retraitements	31-déc-14
	Publi	IFRIC 21	Retrait
CAPITAUX PROPRES	403 287	2 112	405 379
Capitaux propres - part attribuable aux actionnaires de SAMSE	355 900	1 883	357 783
Capitaux propres - part attribuable aux intérêts non contrôlants	47 367	229	47 596
DETTES NON COURANTES	134 483	671	135 154
Provisions	12 534		12 534
Impôts différés passifs	8 410	671	9 081
Dettes financières à long terme	113 539		113 539
DETTES COURANTES	320 695	-2 918	317 777
Provisions	2 645		2 645
Fournisseurs et comptes rattachés	152 684		152 684
Dettes financières à court terme	89 752		89 752
Autres dettes	75 614	-2 918	72 696
TOTAL DU PASSIF	858 445	-135	858 310

Retraitements du tableau consolidé des flux de trésorerie 2014 :

Les impacts liés à IFRIC 21 ne représentant pas des flux d'encaissement ou de décaissement, le flux de trésorerie généré par l'activité présenté dans le comparatif du tableau consolidé des flux de trésorerie n'est pas modifié. Ces impacts sont reflétés sur les lignes "Résultat net consolidé", celles afférentes à la charge d'impôt et à la "Variation du besoin en fonds de roulement".

BASES D'EVALUATION

Les états financiers sont préparés selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs acquis dans le cadre des regroupements d'entreprises, des instruments dérivés et des actifs financiers disponibles à la vente qui ont été évalués à leur juste valeur. Les passifs financiers sont évalués selon le principe du coût amorti. Les valeurs comptables des actifs et passifs couverts et de leurs instruments de couverture sont évalués à leur juste valeur.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET HYPOTHESES

La préparation des états financiers implique que la Direction Générale du Groupe procède à des estimations et relie certaines hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et passifs du bilan consolidé, sur les charges et produits du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses.

Toutefois, les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et de jugements au 31 décembre 2015 sont les suivants :

- L'évaluation de la valeur recouvrable des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et corporelles
- L'évaluation des engagements de retraite et assimilés
- L'estimation des provisions pour risques et charges
- La valeur de réalisation des stocks et des créances

Les estimations utilisées par le Groupe sur ces différents thèmes sont détaillées dans les notes spécifiques se rapportant à chaque rubrique.

PÉRIMÈTRE ET METHODES DE CONSOLIDATION

Périmètre

Les états financiers consolidés du Groupe SAMSE comprennent les comptes de la société SAMSE (société consolidante) et de toutes ses filiales contrôlées directement ou indirectement, les filiales détenues conjointement ainsi que les sociétés sous influence notable.

Le périmètre de consolidation du Groupe, ainsi que son évolution au cours de l'année 2015, sont présentés en note 2.

Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe a le contrôle exclusif ou majoritaire, directement ou indirectement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale avec constatation des droits des actionnaires minoritaires.

Le contrôle est généralement présumé exister si le Groupe détient plus de 50 % des droits de vote, a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise ou le pouvoir de nommer (ou de révoquer) la majorité des membres du conseil d'administration (ou de l'organe de direction équivalent) ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de cet organe, lorsque le contrôle est exercé par celui-ci. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date du transfert du contrôle effectif jusqu'à la date où le contrôle cesse d'exister.

Les entreprises associées sont celles dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière, mais dont il n'a pas le contrôle.

Les sociétés concernées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée exister lorsque plus de 20 % des droits de vote sont détenus. Le pouvoir de décision détenu est également pris en compte.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage le contrôle des activités économiques en vertu d'un accord contractuel. Les coentreprises sont comptabilisées dans le bilan consolidé selon la méthode de la mise en équivalence conformément à l'application de la norme IFRS 11.

Les titres de sociétés non significatives ou dans lesquelles le Groupe n'exerce pas d'influence notable sont classés en tant qu'actifs financiers disponibles à la vente et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains et pertes résultant de cette évaluation sont comptabilisés en capitaux propres.

Engagements de rachat de minoritaires

Lorsqu'il existe des options croisées d'achat et de vente contractées avec un minoritaire sur des titres d'une société du Groupe, ces options sont considérées en substance comme des contrats fermes d'achats/ventes avec différé de paiement.

Les engagements d'achat donnés relatifs aux filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en "passifs financiers" pour la valeur actualisée du prix d'exercice estimé de l'option lorsque cette option est à prix fixe, et pour sa juste valeur lorsque cette dernière est à prix variable.

Depuis l'application de la version révisée de la norme IAS 27, les options émises sont traitées comme des transactions entre actionnaires (impacts enregistrés dans les capitaux propres).

Transactions Internes

Les soldes et les transactions intra-Groupe ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation. Les profits latents résultant de transactions avec des entreprises mises en équivalence sont éliminés au prorata de l'intérêt du Groupe dans ces entreprises et enregistrés en déduction de l'investissement. Les pertes latentes ne sont éliminées au prorata de l'intérêt du Groupe que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Intérêts non contrôlants

Les intérêts non contrôlants sont définis comme la part d'intérêts dans une filiale qui n'est pas attribuable directement ou indirectement à la société mère.

Les transactions réalisées avec les actionnaires minoritaires induisant une variation de parts d'intérêt de la société mère sans prise ou perte de contrôle affectent uniquement les capitaux propres.

Si les capitaux propres de fin de période d'une société consolidée sont négatifs, la part des intérêts minoritaires dans ces capitaux propres est prise en charge par le Groupe, sauf si les tiers ont une obligation expresse de combler leur quote-part de pertes. Si ces sociétés redeviennent bénéficiaires, la part du Groupe dans leur résultat est prise en compte par l'actionnaire majoritaire à hauteur des pertes comptabilisées antérieurement.

Ecart d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à IFRS 3 révisée depuis le 1er janvier 2010, et selon IFRS 3 pour les acquisitions ayant eu lieu avant cette date. La contrepartie transférée (coût d'acquisition) est évaluée à la juste valeur des actifs remis, capitaux propres émis et passifs encourus à la date de l'échange. Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout excédent de la contrepartie transférée sur la quote-part du Groupe dans la juste valeur nette des actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition. A la date de prise de contrôle et pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter soit pour un écart d'acquisition partiel (se limitant à la quote-part acquise par le Groupe) soit pour un écart d'acquisition complet. Dans le cas d'une option pour la méthode de l'écart d'acquisition complet, les intérêts ne donnant pas le contrôle sont évalués à la juste valeur et le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables. Cette option s'applique transaction par transaction. Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2010 étaient traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable avant IFRS 3 révisée.

Les frais directement attribuables à la prise de contrôle sont comptabilisés en charges de la période où ils sont encourus.

L'acquisition ultérieure d'intérêts minoritaires ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

L'analyse des écarts d'acquisition est finalisée durant la période d'évaluation, soit 12 mois à compter de la date de la prise de contrôle. En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistré directement en résultat. Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans la contrepartie transférée à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelle que soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; à défaut et au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan " Titres mis en équivalence ".

Impôts

La rubrique " charge d'impôt " sur le compte de résultat consolidé correspond à l'impôt exigible de chaque filiale consolidée, corrigé des impositions différées. Les impôts différés sont comptabilisés dans les capitaux propres lorsqu'ils proviennent d'éléments imputés en capitaux propres. Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs (analyse bilanciale).

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires respectivement déductibles et imposables.

L'activation des impôts différés liés à des déficits fiscaux ou moins values reportables est limitée à ceux dont la récupération est fortement probable, compte tenu de perspectives bénéficiaires. Les déficits fiscaux suivent le régime fiscal des sociétés françaises et sont donc indéfiniment reportables.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou leur coût de production pour le Groupe. Ce coût comprend tous les coûts directement attribuables à la préparation de l'utilisation de ces incorporels.

Il est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant.

Les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les marques et les logiciels acquis.

Les marques déposées ou acquises ont une durée d'utilité indéfinie car elles n'ont pas vocation à être cédées ou remplacées par une autre marque du Groupe. A ce titre, elles ne sont pas amorties.

Les logiciels créés en interne sont amortis sur leur durée d'utilité estimée. Les logiciels acquis sont amortis sur trois années.

Le mode d'amortissement et les durées d'utilité sont révisés au moins à la clôture de chaque exercice. Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par voie de regroupement d'entreprises sont comptabilisées à leur juste valeur.

Les autres immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, le cas échéant. Le coût d'acquisition inclut tous les coûts directement attribuables à sa création ou son acquisition et au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Les intérêts des emprunts relatifs à l'acquisition des immobilisations corporelles sont comptabilisés en charges. Ils ne sont pas immobilisés dans le coût de l'actif.

Les subventions d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan, en tant que "produits différés" et réparties systématiquement au compte de résultat, sur une durée propre à permettre leur rattachement aux coûts qu'elles sont censées compenser.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants identifiés et de leurs durées d'utilité effectives.

Constructions et aménagements selon les différents composants retenus (1)	8 - 30 ans
Matériels et outillages industriels	5 - 8 ans
Matériels de transport	5 - 8 ans
Agencements et aménagements mobiliers	6 - 10 ans
Matériel de bureau	3 - 6 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

(1) Les différents composants retenus sont les suivants :

Structure plateforme et bâtiment	30 ans
Toiture	20 ans
Second œuvre	10 ans
Chauffage / Climatisation / Electricité	10 ans
Enrobés et clôtures	8 ans

Le Groupe a retenu des valeurs résiduelles pour deux catégories d'immobilisations corporelles : les matériels de manutention et les matériels de transport. Ces actifs sont destinés à être remplacés au terme de leur durée d'utilité, mais conservent une valeur de marché.

Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revus au moins à chaque fin de période annuelle.

Le cas échéant, l'incidence des modifications de ceux-ci est comptabilisée de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Les gains et pertes de cessions d'immobilisations corporelles sont déterminés en comparant le prix de cession à la valeur nette comptable. Ils sont enregistrés au compte de résultat sur la ligne "autres produits et charges de l'exploitation courante" en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions de matériels de l'exploitation courante ; sur la ligne "autres produits et charges opérationnels" en ce qui concerne les gains ou pertes des cessions d'ensembles immobiliers.

Dépréciations des actifs immobilisés hors financiers

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation sur la valeur des actifs suivants : écarts d'acquisition, autres immobilisations incorporelles et immobilisations corporelles.

D'une manière générale, ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Le déclenchement d'un test de dépréciation est réalisé généralement lorsqu'un indice de perte de valeur est mis en évidence, notamment par une perte d'exploitation non conjoncturelle.

Dépréciations des écarts d'acquisition

Les tests de dépréciation sont effectués au moins une fois par an ou plus fréquemment s'il existe des indices de perte de valeur.

Pour réaliser ces tests, les écarts d'acquisition sont affectés aux Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) ou à des groupements d'UGT.

Le Groupe répartit ses activités en 2 segments de reporting (bricolage et négoce), chaque segment regroupant plusieurs UGT.

L'UGT correspond au site physique d'un magasin ou d'une agence ou d'un ensemble de magasins ou agences si ces derniers se situent sur une même zone géographique, et ne présentent pas de risque de compensation de perte de valeur.

La méthode consiste à comparer la valeur nette comptable de l'UGT ou du groupe d'UGT,

à laquelle l'écart d'acquisition est affecté, avec sa valeur recouvrable. Cette dernière correspond au montant

le plus élevé entre d'une part, la valeur de marché diminuée des coûts de vente et d'autre part, la valeur d'utilité qui est estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs retenant la rentabilité attendue des actifs attachés à l'UGT ou au groupe d'UGT.

Si la valeur de marché n'est pas corroborée par des transactions récentes similaires, l'utilisation des projections actualisées

des flux de trésorerie futurs est privilégiée pour déterminer la valeur recouvrable.

Les flux de trésorerie futurs sont déterminés hors frais financiers à partir des projections sur une durée de 5 ans

et d'une valeur terminale. La valeur terminale est calculée à partir de la capitalisation à l'infini du dernier flux de trésorerie normalisé,

basée sur un taux de croissance à long terme. Les flux de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen pondéré du capital du groupe,

utilisé comme taux d'actualisation, et s'élevant à 8,5 % pour 2015 (8,2 % en 2014). Ces taux d'actualisation sont des taux

après impôts appliqués à des flux de trésorerie après impôts.

Leur utilisation aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts à des

flux de trésorerie non fiscalisés. Les hypothèses retenues en terme de progression de l'activité et de valeurs terminales sont raisonnables

et conformes aux données de marché disponibles. Le taux de croissance à long terme retenu s'élève à 1% pour 2015 (identique en 2014).

Les dépréciations constatées sur les écarts d'acquisition revêtent un caractère irréversible et ne font donc pas l'objet d'une

reprise. Elles figurent sous la rubrique "Dotations aux provisions et dépréciations" du compte de résultat, en Résultat Opérationnel Courant.

Dépréciations des autres immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles

Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation

à tout moment au cours d'une période annuelle lorsqu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur.

Pour les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service et pour les immobilisations incorporelles

à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable de ces immobilisations fait également l'objet d'une estimation systématique

à la clôture de chaque exercice.

Le Groupe comptabilise une perte de valeur lorsque la valeur nette comptable des actifs excède leur valeur recouvrable.

Les pertes et les reprises de perte de valeur sont comptabilisées en "Dotations aux provisions et dépréciations" et viennent affecter le Résultat Opérationnel

Courant.

Contrats de location-financement et locations simples

Les contrats de location financement significatifs qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et

avantages inhérents à la propriété de l'actif loué, sont comptabilisés au bilan au commencement du contrat

de location à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements

minimaux au titre de la location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette

de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont enregistrées directement au compte de résultat. Les actifs faisant l'objet d'une location financement sont amortis sur leur durée d'utilité prévue. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Actifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, 'Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées', les actifs non courants destinés à être vendus sont les actifs qui seront réalisés au travers de leur cession et non de leur utilisation. Lors de leur classification, les actifs non courants destinés à être vendus sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur nette comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession, une perte de valeur étant constatée le cas échéant. Ces actifs cessent d'être amortis.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas de leur prix de revient réel ou de leur valeur nette de réalisation. Le prix de revient inclut les coûts d'acquisition et les autres coûts encourus pour amener le stock dans l'endroit et l'état où il se trouve.

Le prix de revient est calculé selon la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et la réalisation de la vente.

Créances et dettes d'exploitation

Les créances clients, les dettes fournisseurs et les autres créances et dettes sont comptabilisées à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement inférieures à trois mois.

Les créances clients font l'objet de dépréciations au cas par cas en fonction des risques encourus.

Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Paiement en actions

Les plans d'options de souscription d'actions sont valorisés selon le modèle Black et Scholes et sont enregistrés en charges de personnel au compte de résultat sur les périodes d'acquisition des droits relatifs à ces plans.

Instruments financiers

a) Actifs financiers

La désignation et le classement des actifs financiers sont réalisés lors de la comptabilisation initiale et sont revus à chaque date de clôture.

Lors de la comptabilisation initiale, le Groupe comptabilise les actifs financiers à la date à laquelle le Groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de tels actifs financiers. Les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts directs de transactions lorsque ces actifs ne sont pas classés en tant qu'actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

À chaque clôture, le Groupe évalue s'il y a une indication objective de dépréciation. Par exemple, une baisse prolongée ou significative de la juste valeur en dessous du coût d'un actif financier est considérée comme un indicateur objectif de dépréciation. Le Groupe gère plusieurs catégories d'instruments financiers, et leurs classements dépendent de la finalité de chaque acquisition. Ces catégories sont détaillées comme suit :

- 1) Placements détenus jusqu'à leur échéance : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe, que le Groupe a la ferme intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.
Ils sont valorisés au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.
- 2) Prêts et créances : il s'agit d'actifs financiers, autres que les instruments financiers non dérivés, à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.
Valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ils sont dépréciés en cas de pertes de valeur en contrepartie du compte de résultat.
Cette catégorie inclut les créances d'exploitation, les dépôts et cautionnements ainsi que les prêts.
Les créances clients, ayant une échéance de moins de 12 mois à la date d'arrêté des comptes, sont présentées en actifs courants sous la rubrique "clients et comptes rattachés".
Les créances sur participations, prêts et dépôts et cautionnements ayant une échéance de plus de 12 mois à la date d'arrêté des comptes sont présentés en actifs non courants sous la rubrique "autres actifs immobilisés".
- 3) Actifs financiers en juste valeur par résultat : il s'agit d'actifs financiers dont le Groupe a, dès l'origine, une intention de revendre à court terme.
Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique "autres produits et charges financiers" dans la période au cours de laquelle elles interviennent.
Cette catégorie regroupe les instruments dérivés de taux que le Groupe SAMSE utilise dans le but de couvrir les risques liés aux variations des taux d'intérêts qui peuvent intervenir dans le cadre des opérations courantes.
- 4) Actifs financiers disponibles à la vente : il s'agit des actifs financiers, autres que les instruments financiers dérivés, n'appartenant pas aux autres catégories.
Cette catégorie inclut les participations dans des sociétés cotées ou non, autres que les participations dans les sociétés mises en équivalence et les joint-ventures, que la direction a l'intention de conserver à long terme.
Ces participations sont classées en actifs financiers sous la rubrique autres actifs financiers immobilisés.

Les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres dans la période au cours de laquelle elles interviennent, à l'exception des pertes de valeur relatives aux instruments de dettes.

Lorsque les actifs financiers disponibles à la vente sont vendus ou dépréciés, les ajustements cumulés de variations de juste valeur comptabilisés en capitaux propres sont transférés au compte de résultat. En cas d'appréciation ultérieure de la valeur d'action classée en actifs disponibles à la vente, les pertes de valeur comptabilisées en résultat ne sont pas reprises en compte de résultat. En revanche, toute appréciation ultérieure de la valeur d'instruments de dettes classés parmi les actifs disponibles à la vente est comptabilisée en résultat.

Lorsque le Groupe est en droit de recevoir un paiement, les produits d'intérêts ou les dividendes liés aux instruments de capitaux propres sont enregistrés dans le compte de résultat à la rubrique "produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie".

b) Opérations de couverture

Les critères de comptabilité de couverture n'étant pas appliqués par le Groupe, les instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme instruments de couverture. Par conséquent, ils ne sont pas comptabilisés selon les principes de la comptabilité de couverture énoncés par IAS 39.

c) Emprunts et dettes financières

Les emprunts et dettes financières sont évalués initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue, diminuée des coûts de transaction directement attribuables à l'opération. Par la suite, ils sont évalués à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, la différence entre le coût et la valeur de remboursement étant comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée de l'emprunt.

Les dettes financières à long terme comprennent la part des emprunts auprès des établissements de crédit et autres dettes financières diverses dont le terme est supérieur à un an.

Les dettes financières à court terme comprennent la part à court terme des emprunts auprès des établissements de crédit, des autres dettes financières ainsi que les concours bancaires et autres dettes à court terme.

d) Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des actifs et passifs financiers négociés sur un marché actif est déterminée par référence au cours de bourse à la date de clôture dans le cas d'instruments financiers cotés.

L'évaluation de la juste valeur des autres instruments financiers, actifs ou passifs, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, est fondée sur différentes méthodes d'évaluation et hypothèses déterminées par le Groupe en fonction des conditions de marché existant à la date de clôture.

e) Décomptabilisation

Le Groupe décomptabilise les actifs financiers lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie de ces actifs ont pris fin ou ont été transférés et lorsque le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété des actifs. Par ailleurs, si le Groupe ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété, les actifs financiers sont décomptabilisés dès lors que le contrôle n'est pas conservé.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque les obligations contractuelles sont levées, annulées ou éteintes.

f) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont constitués de valeurs mobilières de placement liquides, facilement convertibles et qui, à l'origine, ont une échéance inférieure ou égale à trois mois.

Les disponibilités comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse.

Actions propres

Les actions conservées sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de cession de ces titres totalement ou partiellement, le résultat de cession (avec l'impôt correspondant), est imputé directement dans les capitaux propres et ne contribue donc pas au résultat.

Provisions

Une provision pour risques ou charges est constituée lorsqu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers identifié dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable que cela se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont constatées pour leur montant actualisé, c'est à dire la valeur actuelle des dépenses attendues jugées nécessaires pour régler les obligations correspondantes.

Les variations des provisions enregistrées pour refléter les effets de l'écoulement du temps sont comptabilisées en produits financiers ou charges financières.

Engagements de retraite et assimilés :

Au sein du Groupe, les engagements de retraites regroupent les indemnités de fin de carrière du personnel en activité. Ils sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode tient compte d'hypothèses d'espérance de vie, du taux de rotation du personnel et de l'évolution des salaires. Une actualisation des sommes à verser et un coefficient d'actualisation financière des paiements futurs sont appliqués. Les engagements sont intégralement provisionnés et correspondent exclusivement au régime de retraite à prestations définies localisé en France, comprenant les indemnités légales de départ à la retraite.

Cartes de fidélité :

Dans les magasins de bricolage, une remise future potentielle accordée au client est calculée sur la base de points acquis lors de ses achats successifs.

Dès que les points acquis sont convertis en bons d'achat, ces derniers sont immédiatement comptabilisés en réduction des ventes, et cette écriture est annulée si les bons d'achat ne sont pas utilisés dans les six mois.

Le calcul de la remise tient compte d'un taux de déperdition des points, de mutation de points de niveau à niveau (cf. note 15.4.), et de transformation sur des bases statistiques des trois dernières années.

Litiges :

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Autres provisions pour risques et charges :

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêt des comptes et des charges futures estimées.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires et les autres produits de l'activité sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Ils sont évalués net des retours, remises et avantages commerciaux consentis dès lors que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des produits ont été transférés à l'acheteur ou que le service a été rendu.

Le chiffre d'affaires comprend la vente de marchandises et diverses prestations liées à la vente

Les autres produits de l'activité comprennent divers produits de gestion courants.

Résultat Opérationnel Courant

Le Résultat Opérationnel Courant comprend l'ensemble des charges de l'exploitation courante y compris les dépréciations de l'actif immobilisé et les dépréciations des écarts d'acquisition directement liés à l'exploitation et affectés par UGT.

Les autres produits et charges de l'exploitation courante, dont notamment les éléments de cessions d'actifs qui entrent dans le cycle de l'exploitation courante à proprement parler, concourent également à la détermination du résultat opérationnel courant.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel comprend l'ensemble des produits et charges autres que financiers, ainsi que les résultats de cessions d'actifs immobiliers, et les éléments significatifs non récurrents.

Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels prennent en compte les plus et moins values liées à la cession d'ensembles immobiliers et tout élément significatif et non récurrent qui fausserait la lecture du résultat opérationnel courant.

Frais d'acquisition

Les coûts liés à l'acquisition d'une entité sont constatés dans le coût des titres en cas de prise d'influence notable, en résultat dans le cas d'une prise de contrôle exclusif ou en capitaux propres dans le cas d'une acquisition d'intérêts minoritaires.

Résultat financier

Le résultat financier comprend les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie, le coût de l'endettement financier brut ainsi que divers charges et produits.

Les escomptes de règlements obtenus des fournisseurs ne figurent pas en résultat financier ; ils concourent à la détermination du coût d'achat net des marchandises.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le Groupe.

Le résultat dilué par action est calculé sur la même base de résultat net en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs (notamment les plans d'options sur actions).

La méthode utilisée est celle du rachat d'actions au prix de marché. Le prix de marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Informations sectorielles

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de produits ou services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de produits et services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

L'activité du Groupe s'articule autour de deux pôles, le négoce de matériaux de construction et le bricolage sur un même secteur géographique, la France.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles.

Ils comprennent les écarts d'acquisition attribuables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles du secteur. Ils n'incluent ni les impôts différés, ni les autres participations, créances et autres actifs financiers non courants.

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs.

Contexte général de l'arrêté des comptes :

Une vigilance accrue a été portée sur les éventuelles défaillances des clients dont l'insolvabilité est perceptible, et les retards de paiement font l'objet d'une surveillance toute particulière.

Le contexte économique a été pris en compte, notamment dans la détermination des prévisions utilisées pour les tests de dépréciation.

Le Groupe veille à respecter un équilibre entre ses ressources long terme et ses besoins d'investissements structurels.

La gestion de la trésorerie à court terme est accompagnée d'une surveillance accrue de la solvabilité de ses clients et d'une mise en œuvre de leviers d'amélioration du BFR.

Les facteurs de risque suivants ont été analysés afin de répondre aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers :

- La valeur recouvrable des écarts d'acquisition et autres incorporels proche de la valeur nette comptable, a fait l'objet d'une attention toute particulière.
- Les hypothèses retenues pour déterminer la valeur recouvrable des actifs non courants dans le cadre des tests de dépréciation ont fait l'objet de tests de sensibilité. Les dépréciations nécessaires ont été prises en compte dans le résultat de l'exercice.
- Le risque clients a été revu et analysé à la clôture des comptes au 31 décembre 2015.
- Les actifs financiers figurant au bilan du Groupe ne présentent pas de risque significatif, de même que les équivalents de trésorerie. Il n'y a aucun risque de liquidité en fin d'exercice.
- Le niveau des ratios liés aux covenants a été examiné. Aucune rupture de covenants n'est intervenue en fin d'exercice.

DETENTIONS DIRECTES PAR LA SOCIETE MERE

SOCIETES DETENUES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETENUE	AU 31/12/2015		AU 31/12/2014		
			OP CAPITAL DETENU en %	OP CAPITAL DETENU en %	OP CAPITAL DETENU en %	OP CAPITAL DETENU en %	
			DE CONTRÔLE	D'INTERETS	DE CONTRÔLE	D'INTERETS	
SAS LA BOITE A OUTILS	- 1 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	IG	95,99%	95,99%	93,84%	93,84%
SAS REMAT	- 2 - SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA CHRISTAUD	- 3 - SAMSE SA		IG	89,80%	89,80%	89,80%	89,80%
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	- 4 - SAMSE SA		IG	89,43%	89,43%	89,43%	89,43%
SAS BTP DISTRIBUTION	- 5 - SAMSE SA		IG	54,68%	54,68%	54,68%	54,68%
SAS M+ MATERIAUX	- 6 - SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SA ETS RENE DE VEYLE	- 7 - SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS SC INV	- 8 - SAMSE SA	Acquisition d'intérêts minoritaires	IG	100,00%	100,00%	55,00%	55,00%
SAS SWEETAIR France	SAMSE SA		IG	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%
SAS BOIS MAURIS ODDOS	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS BLANC MATERIAUX	SAMSE SA		IG	77,50%	77,50%	77,50%	77,50%
SAS MAT APPRO	SAMSE SA		IG	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SARL GET ELECTRIC	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL EPPS	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SUD APPRO	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI PORTE DE SAVOIE	SAMSE SA		IG	66,50%	66,50%	66,50%	66,50%
SCI LE BOURG	SAMSE SA		IG	99,60%	99,60%	99,60%	99,60%
SCI VALMAR	SAMSE SA		IG	96,00%	96,00%	96,00%	96,00%
SCI DU VIEUX PORT	SAMSE SA		IG	90,00%	90,00%	90,00%	90,00%
SCI CELESTIN CHASSIEU	SAMSE SA		IG	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI CHARPIEU	SAMSE SA		IG	0,14%	0,14%	0,14%	0,14%
SCI DU ROUSSILLON	SAMSE SA		IG	99,00%	99,00%	99,00%	99,00%
SCI BRANLY	SAMSE SA		IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SCI LA REGLE	SAMSE SA		IG	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LES ARTISANS	SAMSE SA		IG	60,00%	60,00%	60,00%	60,00%
SCI H2O IMMO	SAMSE SA	Entrée dans le périmètre	IG	100,00%	100,00%		
SARL LEADER CARRELAGES	SAMSE SA	Prise de contrôle	IG	80,00%	80,00%		
SARL LEADER CARRELAGES	SAMSE SA	Prise de contrôle	MEQ			30,00%	30,00%
SAS BOURG MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS MATERIAUX SIMC	SAMSE SA		MEQ	44,99%	44,99%	44,99%	44,99%
SAS DEGUERRY SAMSE	SAMSE SA		MEQ	35,07%	35,07%	35,07%	35,07%
SAS DIDIER	SAMSE SA		MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAMSE SA		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS ZANON TRANSPORTS	SAMSE SA		MEQ	25,00%	25,00%	25,00%	25,00%
SAS PLATTARD SAS	- 9 - SAMSE SA		MEQ	33,99%	33,99%	33,99%	33,99%

Légende : I.G - Intégration Globale - MEQ - Mise en Equivalence

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETENTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION RETEVUE DANS LE GROUPE SAMSE	AU 31/12/2015		AU 31/12/2014	
				CP CAPITAL DETENU	CP CAPITAL DETENU	CP CAPITAL DETENU	CP CAPITAL DETENU
				en %	en %	en %	en %
				DE CONTRÔLE	D'INTERETS	DE CONTRÔLE	D'INTERETS

- 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE LA BOITE A OUTILS

SA TC-HP	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	95,99%	100,00%	93,84%
SAS EDB AUBENAS	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	70,00%	67,19%	70,00%	65,69%
SAS EDB FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	48,00%	50,00%	46,92%
SAS COMPTOIR FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	50,00%	48,00%	50,00%	46,92%
SCI PORTE DE SAVOIE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	33,50%	32,16%	33,50%	31,44%
SCI IMMOBILIERE SAUMUR	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	90,00%	86,39%	90,00%	84,46%
SAS DEDB	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	95,99%	100,00%	93,84%
SAS DEDB REMIREMONT	SAS DEDB		I.G	65,00%	62,39%	65,00%	61,00%
SCI IMMOBILIERE DIJON	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	95,99%	100,00%	93,84%
SCI IMMOBILIERE MENNECY	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	95,99%	100,00%	93,84%
SCI IMMOBILIERE MOISERIE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	95,99%	100,00%	93,84%
SCI IMMOBILIERE FONTAINE	SAS LA BOITE A OUTILS		I.G	100,00%	95,99%	100,00%	93,84%
SCI ENTREPOT NIMES	SAS LA BOITE A OUTILS	Entrée dans le périmètre	I.G	50,00%	48,00%		
SAS AMEO CONSTRUCTION	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	19,20%	20,00%	18,77%
SARL RG BRICOLAGE	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	39,98%	38,37%	39,98%	37,52%
SCI LE CARREAU	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	20,00%	19,20%	20,00%	18,77%
SCI CHABER	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	38,40%	40,00%	37,54%
SCI ENTREPOT FROMENT	SAS LA BOITE A OUTILS		MEQ	40,00%	38,40%	40,00%	37,54%

- 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE REMAT

SARL REMAT RENOVATION	SA REMAT	Entrée dans le périmètre	I.G	100,00%	100,00%		
SCI CARREFOUR DE CHESNES	SA REMAT		I.G	69,88%	69,88%	69,88%	69,88%

- 3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE CHRISTAUD

SAS CELESTIN MATERIAUX	SA CHRISTAUD	Acquisition d'intérêts minoritaires	I.G	96,68%	86,82%	95,72%	85,96%
SA VAUDREY	SA CHRISTAUD		I.G	75,03%	67,38%	75,03%	67,38%
SAS CO DI PLAST		Fusion absorption par CELESTIN MATERIAUX - effet rétroactif au 1er janvier 2015				100,00%	85,96%

- 4 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE HENRY

SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ASSOCIES	SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SCIERIE ET SECHOIRS DU DAUPHINE	SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL DAUPHINE TRANSPORT ET AFFRETEMENT	SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL SCIERIE JOURDAN	SAS HENRY		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%

- 5 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE BTP DISTRIBUTION

SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	SAS BTP DISTRIBUTION		I.G	100,00%	54,68%	100,00%	54,68%
--------------------------	----------------------	--	-----	---------	--------	---------	--------

DETENTIONS INDIRECTES OU CONJOINTES PAR LES FILIALES

SOCIÉTÉS DETENUES	SOCIÉTÉS DETENTRICES	ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	AU 31/12/2015		AU 31/12/2014	
				CP CAPITAL DÉTENU en % DE CONTRÔLE	CP CAPITAL DÉTENU en % D'INTÉRÊTS DANS LE GROUPE	CP CAPITAL DÉTENU en % DE CONTRÔLE	CP CAPITAL DÉTENU en % D'INTÉRÊTS DANS LE GROUPE

- 6 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE M+ MATERIAUX

SAS LIGNIERES	SAS M+ MATERIAUX	Transmission Universelle de Patrimoine à M+ MATERIAUX - effet au 1er janvier 2015			100,00%	100,00%
SARL ISO-NEG	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI MINETTI	SAS M+ MATERIAUX		I.G	100,00%	100,00%	100,00%

- 7 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE RENE DE VEYLE

SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	SA RENE DE VEYLE		I.G	10,57%	10,57%	10,57%
SCI IMMOBILIERE SAUMUR	SA RENE DE VEYLE		I.G	10,00%	10,00%	10,00%
SCI DU ROUSSILLON	SA RENE DE VEYLE		I.G	1,00%	1,00%	1,00%
SCI VALMAR	SA RENE DE VEYLE		I.G	4,00%	4,00%	4,00%
SCI CHARPIEU	SA RENE DE VEYLE		I.G	99,86%	99,86%	99,86%
SCI VIEUX PORT	SA RENE DE VEYLE		I.G	10,00%	10,00%	10,00%
SCI CHASSIEU	SA RENE DE VEYLE		I.G	1,00%	1,00%	1,00%
SCI LE BOURG	SA RENE DE VEYLE		I.G	0,40%	0,40%	0,40%

- 8 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE SC INV

SA DORAS	SAS SC INV		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SAS OUTIMAT B.T.P	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SAS ETS ROGER CLEAU	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SAS CLAUDE MATERIAUX	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SARL FAVERET	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SPRL BELPARMAT	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES MINES	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DE LA BOUDEAUDE	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI IMMODOR	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI JURADOR	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES ESSARDS	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI DES ABATTOIRS	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI TETE AU LOUP	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LA JONCTION	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI MONBOUTOT LA TOUR	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LE PETIT FORT	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI SAINT GEORGES	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI GUILLEMIER	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LE PETIT BOUREY	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI POUSSON COSNE	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SCI LOUIS PERGAUD	SA DORAS		I.G	100,00%	100,00%	100,00%
SA DIJON BETON	SA DORAS		MEQ	23,30%	23,30%	23,30%
SA BLAMAT	SA DORAS	Liquidation - dissolution				34,00%
SCI ESPACE +	SA DORAS		MEQ	20,00%	20,00%	11,00%

SOCIETES DETENUES	SOCIETES DETEHTRICES	EVENEMENTS DE L'ANNEE	METHODE DE CONSOLIDATION	AU 31/12/2015		AU 31/12/2014	
				QP CAPITAL	QP CAPITAL	QP CAPITAL	QP CAPITAL
				DETENU	DETENU	DETENU	DETENU
				en %	en %	en %	en %
DANS LE	D'INTERETS	DE CONTRÔLE	D'INTERETS				
DU	DU	DU	DU				
GRUPE MEQ	GRUPE MEQ	GRUPE MEQ	GRUPE MEQ				
- 9 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION DU GROUPE PLATTARD							
SAS PLATTARD CARRELAGES	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD NEGOCE	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD BETON	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD INDUSTRIES	SAS PLATTARD		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS PLATTARD GRANULATS	SAS PLATTARD		I.G	96,72%	96,72%	96,72%	96,72%
SAS SOREAL	SAS PLATTARD GRANULATS		I.G	96,10%	92,95%	96,10%	92,95%
SAS OLLIER BOIS	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SARL BEAUJOLAIS MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		I.G	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE	Prise de contrôle	I.G	100,00%	100,00%		
SAS THIMONIER TRANSPORTS	SAS PLATTARD NEGOCE	Prise de contrôle	MEQ			34,00%	34,00%
SAS BOURG MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS TARARE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS ETS CHEVROT ET FILS	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SARL ALBON PREFA	SAS PLATTARD INDUSTRIES		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
ANCYCLA (EX BEAUJOLAISE DE RECYCLAGE)	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00%	48,36%	50,00%	48,36%
SARL DDM	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	50,00%	48,36%	50,00%	48,36%
SARL GLATTARD MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SCI ODETTE	SAS PLATTARD		MEQ	50,00%	50,00%	50,00%	50,00%
SAS CHUZEVILLE MATERIAUX	SAS PLATTARD NEGOCE		MEQ	34,00%	34,00%	34,00%	34,00%
SAS ETABLISSEMENTS DARGAUD	SAS PLATTARD		MEQ	34,43%	34,43%	34,43%	34,43%
SAS DP GRANULATS	SAS PLATTARD GRANULATS		MEQ	32,50%	31,43%	32,50%	31,43%

EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DE L'ANNEE 2015

Prises de contrôle - entrées dans le périmètre -

Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice
LEADER CARRELAGES	03/06/2015	Négoce	Intégration Globale	80,00	SA SAMSE
SCI H2O IMMO	09/07/2015	Négoce	Intégration Globale	100,00	SA SAMSE

Créations - entrées dans le périmètre -

Sociétés	Date	Activité	Méthode de consolidation retenue	% de détention	Société détentrice
SARL REMAT RENOVATION	23/06/2015	Négoce	Intégration Globale	100,00	SA REMAT
SCI ENTREPOT NIMES	12/05/2015	Bricolage	Intégration Globale	50,00	SAS LA BOITE A OUTILS

Acquisitions d'intérêts minoritaires

Sociétés	Date	Activité	% acquis	% de détention	Société détentrice
SC INV (Groupe DORAS)	30/03/2015	Négoce	45,00	100,00	SA SAMSE
SAS LA BOITE A OUTILS	26/02/2015	Bricolage	2,15	95,99	SA SAMSE
SAS CELESTIN MATERIAUX	31/03/2015	Négoce	0,96	96,68	SA CHRISTAUD

Opérations de restructuration interne par voie de fusion absorption

Sociétés	Date effective	Activité	Société absorbante
SAS LIGNIERES	01/01/2015	Négoce	SAS M+ MATERIAUX
SAS CO DI PLAST	01/01/2015	Négoce	SAS CELESTIN MATERIAUX

Sorties du périmètre par voie de liquidation - dissolution

Sociétés	Date effective	Activité	Société détentrice
SA BLAMAT	22/12/2015	Négoce	SA DORAS

Informations complémentaires :

Les mouvements de périmètre qui affectent les sous-groupes consolidés par mise en équivalence ne sont pas traités dans l'évolution du périmètre de consolidation. Ces mouvements concernent la société SAS PLATTARD.

L'information figure cependant dans la page précédente, dans la colonne intitulée "événements de l'année".

ENTREES DANS LE PERIMETRE DE CONSOLIDATION - PRISES DE CONTRÔLE

Sociétés	Montant de l'acquisition	Secteur d'activité	Zone géographique	Méthode de consolidation retenue	Exercice 2015		% détenu	
					Chiffre d'affaires	Résultat net	contrôle	intérêts
					Données consolidées retraitées			
LEADER CARRELAGES	1 070	Négoce	France	I.G	1 903	116 (*)	80,00%	80,00%

(*) Hors charge de réévaluation de 210 milliers d'euros (cf. note 4.3).

Toutes les sociétés du Groupe SAMSE clôturent leur exercice social le 31 décembre de chaque année.

- Le 3 juin 2015, le Groupe a pris le contrôle de la société LEADER CARRELAGES en rachetant 50% du capital de cette entité. Le pourcentage de détention passe ainsi de 30% à 80%. Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 tiennent compte de l'activité de LEADER CARRELAGES depuis le 3 juin 2015, cette société ayant été consolidée par mise en équivalence jusqu'à cette date.

Si cette acquisition était intervenue au 1er janvier 2015, les effets sur le chiffre d'affaires et le résultat du Groupe au 31 décembre 2015 auraient été les suivants :

Entités	Chiffre d'affaires	Résultat net
LEADER CARRELAGES	3 290	120 (*)

(*) Hors charge de réévaluation de 210 milliers d'euros (cf. note 4.3).

Les comptes consolidés du Groupe SAMSE, établis au 31 décembre 2015, regroupent les comptes des sociétés mentionnées ci-dessus et peuvent se résumer ainsi :

	Au 31 décembre 2015		Au 31 décembre 2014	
	France	Etranger	France	Etranger
Nombre de sociétés		(1)		(1)
Société mère et sociétés consolidées par intégration globale	73	1	67	1
Sociétés consolidées par mise en équivalence	14		16	
sous - total	87	1	83	1
TOTAL	88		84	

(1) Société belge (BELPARMAT) détenue par la SA DORAS. Société sans activité commerciale, non significative au niveau du Groupe SAMSE.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DES COMPTES

En janvier 2016, la dissolution de la société ISO-NEG est intervenue à la suite de la transmission universelle de patrimoine de cette dernière à la société M+ MATERIAUX.

En date du 29 février 2016, BOIS MAURIS ODDOS a acquis un fonds de commerce situé à Valence, appartenant aux ETS ARMAND.

A la même date, la société CLEAU a acheté un fonds de commerce à Lons Le Saunier, également aux ETS ARMAND.

PRINCIPAUX CONTRIBUTEURS SIGNIFICATIFS DU GROUPE (+ de 10 % du chiffre d'affaires)

Au 31 décembre 2015

Valeurs nettes consolidées	SC INV	La Boîte à Outils	M+ Matériaux	Autres filiales	SAMSE	Total consolidé
Actifs non courants (y compris les écarts d'acquisition)	65 097	56 676	18 921	112 388	97 920	351 002
Endettement financier hors Groupe	42 193	14 705	17 425	29 095	128 402	231 820
Trésorerie au bilan	15 183	2 458	1 324	10 805	51 202	80 972
Flux de trésorerie liés à l'activité	19 045	12 459	-132	5 224	40 802	77 398
Dividendes versés dans l'exercice et revenant à la société cotée SAMSE		2 871		7 815		10 686

Note 3 - TRANSITION AUX NORMES IFRS

En application du Règlement Européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe SAMSE a établi ses états financiers consolidés à compter de l'exercice 2005 conformément aux Normes comptables internationales applicables au 31 décembre 2005, avec un comparatif au titre de l'exercice 2004. La date du 1er janvier 2004 ayant été retenue comme date de transition, les retraitements liés aux Normes IFRS ont été effectués comme si elles avaient toujours été appliquées.

Conformément à la Norme IFRS 1, les exemptions facultatives suivantes ont été retenues :

IFRS 3 Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraités.

IAS 16 Immobilisations corporelles

Le Groupe n'a pas retenu la Juste Valeur en tant que coût présumé, et a opté pour la méthode du coût historique amorti.

IFRS 2 Paiements en actions et assimilés

Le Groupe a choisi d'appliquer cette norme aux plans de stock-options émis après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas acquis au 1er janvier 2005.

IAS 32/39 Instruments financiers

Le Groupe a appliqué cette norme à compter de l'exercice 2005. Cependant, les titres d'autocontrôle ont été retraités en diminution des capitaux propres.

Les retraitements IFRS pris en compte à la date de transition et détaillés dans les différentes notes du présent document sont les suivants :

IAS 1 Les états financiers ont été établis selon cette norme qui modifie sensiblement la présentation générale des comptes.

IAS 2 Les stocks de marchandises étaient déjà évalués selon la méthode du coût moyen pondéré. Le Groupe inclut désormais dans le coût d'acquisition les frais d'escomptes obtenus pour paiement comptant.

IAS 12 Les impôts différés ont été pris en compte sur les ajustements réalisés à l'actif et au passif selon les critères définis par cette norme.

IAS 16 Les immobilisations corporelles ont été retraitées selon la méthode du coût historique amorti.

IAS 17 Les contrats en vigueur dans le Groupe sont des contrats de location simple, à l'exception des contrats de location financement (leasing immobilier) qui étaient déjà retraités dans les comptes consolidés en normes françaises.

IAS 18 Le chiffre d'affaires du Groupe n'a pas été impacté par le changement de norme.

IAS 19 Les engagements de retraites (IFC) sont pris en compte depuis l'exercice 1999. Les médailles du travail sont comptabilisées depuis l'exercice 2004.

IFRS 3 / IAS 36 Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1er janvier 2004.

IAS 38 Les fonds commerciaux ont été reclassés en écarts d'acquisition.
Les tests de perte de valeur ont été réalisés au niveau de chaque U.G.T (Unités Génératrices de Trésorerie).
Un Goodwill négatif a été retraité en résultat.

IAS 40 Les immeubles de placement ont été retraités au coût historique amorti.

Note 4 - ECARTS D'ACQUISITION

4.1. EVOLUTION DES ECARTS D'ACQUISITION

(en milliers d'euros)	Ecarts d'acquisition
Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	62 967
Augmentations / Acquisitions	909
Diminutions / Sorties	35
à la clôture de l'exercice	63 841
Amortissements/Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	16 147
Dépréciations / pertes de valeur	1 685
à la clôture de l'exercice	17 832
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	46 820
à la clôture de l'exercice	46 009

4.2. DETAIL DES ECARTS D'ACQUISITION A L'OUVERTURE ET A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	A l'ouverture	Mouvements				A la clôture
		Augmentations Acquisitions	Diminutions Sorties	Dépréciations	Virements	
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS	13 638					13 638
SA DORAS	7 677			295		7 382
SAS M+ MATERIAUX	4 875			150		4 725
SOUS-GROUPE DEDB	3 320					3 320
SAS Ets ROGER CLEAU	3 669			602		3 067
SA SAM Société absorbée par SAMSE en 2004	1 936			248		1 688
SAS GAMAG Société absorbée par SAMSE en 2014	1 320					1 320
SAS TS HABITAT Société tupée avec LA BOITE A OUTILS en 2012	1 300					1 300
SAS CLAUDE MATERIAUX	880					880
SARL LEADER CARRELAGES PRISE DE CONTRÔLE		833				833
PLOTON Société absorbée par DORAS en 2012	761					761
SAS CO DI PLAST	771		35			736
SAS LA BOITE A OUTILS	706					706
SA BENET Société absorbée par SAMSE en 2004	669					669
RUDIGOZ Société absorbée par SAMSE	577					577
LASSERE	469					469
SA ROCH MATERIAUX Société absorbée par SAMSE en 2002	385					385
SAS BLANC MATERIAUX	340					340
CSI MATERIAUX Société absorbée par DORAS en 2010	337					337
SAS TC-HP	237					237
SAS SGAC Société tupée avec SAMSE en 2009	626			390		236
SAS EXPOTEO Société absorbée par SAMSE en 2012	204					204
ORNANS Société absorbée par DORAS en 2012	199					199
SAS MATERIAUX DES ALPES Société tupée avec SAMSE en 2011	182					182
SARL LECHENNE Société absorbée par SAMSE en 2002	176					176
SAS ENTREPÔT DU BRICOLAGE FROMENT	176					176
SA FRANCHEVILLE MATERIAUX Société tupée avec SAMSE en 2012	169					169
SARL ISO-NEG	167					167
SAS BOIS MAURIS ODDOS	149					149
SAS REMAT	147					147
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	145					145
SA BRICO ALES Société absorbée par COMPTOIR FROMENT en 2008	132					132
MÖTTY Société absorbée par SAMSE	110					110
AUTRES, INDIVIDUELLEMENT NON SIGNIFICATIFS	371	76				447
Total	46 820	909	35	1 685	0	46 009

Dépréciations des écarts d'acquisition constatées (en K€)		
Année	Montants	en % des écarts d'acquisition
Antérieures		
à 2011	10 730	
2011	783	1,60
2012	1 495	3,09
2013	1 086	2,38
2014	2 053	4,38
2015	1 685	3,66

Pertes de valeur

L'UGT (Unité Génératrice de Trésorerie) est définie dans le Groupe SAMSE, comme le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des flux de trésorerie (cash flow) indépendants des flux de trésorerie générés par les autres actifs ou groupes d'actifs.

La réflexion sur la détermination des UGT a été alimentée par l'examen des critères suivants :

- Existence ou non d'un marché actif.
- Importance des relations de dépendance économique entre les différentes unités.
- Découpage opérationnel : manière dont le management organise son reporting.
- Découpage stratégique : manière dont le management prend ses décisions de poursuite ou d'abandon d'activités.

L'implantation des sites répond parfois à plusieurs de ces critères.

Le critère déterminant qui a été retenu est le découpage opérationnel. Ainsi, l'UGT retenue est devenue le site physique (notion d'agence ou de magasin).

Cependant, il existe quelques exceptions pour des sites répondant à un découpage stratégique sur des marchés peu actifs.

Dans ce cas, l'UGT retenue est un ensemble de deux agences, interdépendantes économiquement.

Cela concerne 16 couples de 2 sites physiques sur 257 UGT.

Les écarts d'acquisition concernant les sociétés consolidées par mise en équivalence sont classés dans le poste du bilan " Titres mis en équivalence ".

Les écarts d'acquisition au 31 décembre 2015 se répartissent par secteur d'activité, sur un même secteur géographique (la France), comme suit :

Négoce	40 138
Bricolage	5 871

Les écarts d'acquisition sont affectés par unités ou groupe d'unités génératrices de trésorerie.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une description détaillée par entité juridique (cf. tableau ci-dessus).

Sur l'ensemble des écarts d'acquisition, UGT par UGT, c'est l'UGT de la société Henry sur le site de Saint Hilaire du Rosier qui représente le montant le plus important, soit 29,64% du montant total des écarts d'acquisition.

Il faut noter également que l'écart d'acquisition concernant DORAS correspond à un ensemble de 50 UGT.

Les tests de dépréciation réalisés sur les UGT (comprenant les écarts d'acquisition affectés) sont basés sur la juste valeur diminuée des coûts de vente.

Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de vente, il est fait référence aux transactions comparables, en considérant le résultat des transactions récentes portant sur des actifs similaires dans le même secteur d'activité.

La valorisation repose notamment sur des multiples d'agrégats comptables (chiffre d'affaires et résultat d'exploitation).

Si la juste valeur diminuée des coûts de vente n'est pas corroborée par des transactions comparables, il est alors procédé au calcul de la valeur d'utilité estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs. Des précisions sur la méthode de calcul sont fournies en note 1 - principes comptables - rubrique : dépréciation des écarts d'acquisition.

Sur la base de cette méthode, la valeur recouvrable de chaque UGT, à laquelle est affectée une quote part de la valeur comptable des écarts d'acquisition, fait l'objet d'une analyse permettant de détecter si la valeur d'utilité de l'UGT n'est pas inférieure à la valeur nette comptable de ses actifs.

Cette analyse a conduit à comptabiliser des dépréciations sur les écarts d'acquisition de 10 UGT pour un montant global de 1 685 milliers d'euros.

L'analyse de sensibilité, consistant à faire varier raisonnablement les paramètres du test, n'a pas conduit à changer la conclusion de celui-ci.

Le Groupe tient compte également du contexte économique de chaque clôture et a retenu pour 2015 des hypothèses opérationnelles pertinentes et mesurées.

Ces hypothèses reposent sur l'expérience du management et la mise en place rigoureuse de plans d'actions portant sur les taux de marge et sur le développement du chiffre d'affaires.

VENTILATION DES ECARTS D'ACQUISITION

	Valeurs nettes
Négoce	
UGT HENRY (Saint Hilaire du Rosier)	13 638
UGT CLEAU	3 067
Autres UGT sans écarts d'acquisition individuellement significatifs	23 433
Bricolage	
Ensemble des UGT	5 871
TOTAL	46 009

4.3. DETERMINATION DES ECARTS D'ACQUISITION DES SOCIETES ENTREES DANS LE PERIMETRE

	LEADER CARRELAGES
Prix d'acquisition des 50% (A)	1 070
Juste valeur de la quote-part antérieurement détenue de 30% (B)	641
Juste valeur des intérêts non contrôlants (20%) (C)	428
Actifs et passifs identifiables acquis à 100%, nets (D)	1 306
Frais d'acquisition (enregistrés en charges de la période)	16
Ecart d'acquisition (A+B+C-D)	833

Dans le cadre de l'acquisition de la société LEADER CARRELAGES, aucun ajustement à la juste valeur significatif n'a été constaté sur les actifs et passifs acquis. Le Groupe a opté pour la méthode de l'écart d'acquisition complet. La part de l'écart d'acquisition allouée aux intérêts non contrôlants s'élève à 167 milliers d'euros.

La trésorerie nette reprise de la société LEADER CARRELAGES au moment de l'acquisition s'élevait à 1 454 milliers d'euros.

Le passage de la mise en équivalence à une intégration globale à 80% a entraîné, conformément à IFRS 3R, la constatation d'une charge de réévaluation de la quote-part antérieurement détenue pour un montant de 210 milliers d'euros.

Cette charge, déterminée à la date de prise de contrôle, a été enregistrée au niveau des autres produits et charges opérationnels (cf. note 25).

Les autres acquisitions de l'exercice n'ont pas engendré d'incidence significative sur les comptes consolidés au 31 décembre 2015.

Note 5 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	Marques	Logiciels progiciels	Autres	Total
Valeur brute				
à l'ouverture de l'exercice	384	15 762	1 551	17 697
Augmentations / Acquisitions		547		547
Diminutions / Sorties		53	306	359
Mouvements de périmètre	Entrées	7		7
Mouvements de périmètre	Sorties			
Virements		371	-52	319
à la clôture de l'exercice	384	16 634	1 193	18 211
Amortissements / Dépréciations				
à l'ouverture de l'exercice	-	14 310	1 399	15 709
Dotations aux amortissements		1 077		1 077
Dépréciations / pertes de valeur			2	2
Reprises de dépréciations / pertes de valeur			2	2
Diminutions / cessions		54	306	360
Mouvements de périmètre	Entrées	7		7
Mouvements de périmètre	Sorties			
à la clôture de l'exercice	-	15 340	1 093	16 433
Valeur nette				
à l'ouverture de l'exercice	384	1 452	152	1 988
à la clôture de l'exercice	384	1 294	100	1 778

Note 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	Terrains	Constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	En cours, Avances et acomptes	Total	
Valeur brute							
à l'ouverture de l'exercice	125 899	223 949	40 179	123 947	4 955	518 929	
Augmentations / Acquisitions	5 219	7 121	4 638	9 143	5 667	31 788	
Diminutions / Sorties	958	2 496	1 939	6 815	120	12 388	
Mouvements de périmètre	Entrées	246	743	43	425	92	1 549
Mouvements de périmètre	Sorties						
Virements	304	1 623	306	1 199	-3 801	-369	
à la clôture de l'exercice	130 710	230 940	43 167	127 899	6 793	539 509	
Amortissements / Dépréciations							
à l'ouverture de l'exercice	32 684	122 702	28 558	87 804	0	271 748	
Dotations aux amortissements	2 881	10 831	3 119	10 330		27 161	
Dépréciations / pertes de valeur							
Reprises de dépréciations / pertes de valeur		80		233		313	
Diminutions / cessions	335	1 808	1 711	6 426		10 280	
Mouvements de périmètre	Entrées		204	43	294	541	
Mouvements de périmètre	Sorties						
Virements	-6	23	-19	2		0	
à la clôture de l'exercice	35 224	131 072	29 990	91 771	0	288 857	
Valeur nette							
à l'ouverture de l'exercice	93 215	101 247	11 621	36 143	4 955	247 181	
à la clôture de l'exercice	95 486	99 068 (1)	13 177	36 128	6 793	250 652	

(1) dont 909 milliers d'euros d'actifs immobiliers destinés à la vente. Ces actifs figurent sur l'état de la situation financière au niveau de la ligne "Actifs classés comme détenus en vue de la vente".

Les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une analyse approfondie quant à la détermination d'éventuelles pertes de valeur qui auraient pu apparaître au cours de l'année 2015.

En ce qui concerne les actifs immobiliers qui représentent 77,62 % des immobilisations corporelles nettes, le Groupe a mis en œuvre une démarche économique pour identifier tout indice de perte de valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur sur cette catégorie d'actif, un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable de l'actif à sa valeur actuelle.

A titre de règle pratique, le Groupe détermine la valeur vénale ; cette valeur représente le montant qui pourrait être obtenu à la date de clôture ou à une autre date pré-déterminée de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

Au 31 décembre 2015, aucune dépréciation pour perte de valeur n'a été constatée.

Conformément à IFRS 5, le Groupe a présenté les actifs destinés à être cédés sur une ligne distincte de l'état de la situation financière.

Il s'agit de deux ensembles immobiliers dont la cession se réalisera à court terme.

6.1. ECARTS DE PREMIERE CONSOLIDATION AFFECTES

Les valeurs du bilan comprennent les écarts de première consolidation affectés selon détail ci-dessous :

	Valeur brute au 01/01/2015	Valeur nette au 01/01/2015	Entrées dans le périmètre	Sorties du périmètre	Cessions	Valeur brute au 31/12/2015	Valeur nette au 31/12/15
Terrains	7 267	7 267	119		231	7 155	7 155
Constructions	7 453	4 829	57		58	7 452	4 159
Total	14 720	12 096	176	0	289	14 607	11 314

6.2.a CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CREDIT BAIL IMMOBILIER)

	Terrains	Constructions	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 423	15 442	16 865
Augmentations / Acquisitions	70	699	769
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	1 493	16 141	17 634
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	0	9 708	9 708
Dotations aux amortissements		1 102	1 102
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre			
à la clôture de l'exercice	0	10 810	10 810
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 423	5 734	7 157
à la clôture de l'exercice	1 493	5 331	6 824

6.2.b CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT (CREDIT BAIL MOBILIER)

	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	314	954	1 268
Augmentations / Acquisitions		72	72
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre		44	44
à la clôture de l'exercice	314	1 070	1 384
Amortissements			
à l'ouverture de l'exercice	293	485	778
Dotations aux amortissements	16	82	98
Diminutions / Sorties			
Mouvements de périmètre		23	23
à la clôture de l'exercice	309	590	899
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	21	469	490
à la clôture de l'exercice	5	480	485

6.3.a INFORMATION SUR LA DETTE DE CREDIT BAIL IMMOBILIER

Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice		590
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
	Moins d'un an	44
	De deux à cinq ans	202
	Plus de 5 ans	344
	Total	590

6.3.b INFORMATION SUR LA DETTE DE CREDIT BAIL MOBILIER

Valeur résiduelle de la dette à la clôture de l'exercice		234
Echéancier de la dette résiduelle à la clôture de l'exercice :		
	Moins d'un an	112
	De deux à cinq ans	122
	Total	234

6.4. CONTRATS DE LOCATION

- Contrats de location simple

Ces contrats ne font pas l'objet de retraitement dans les comptes consolidés.

Ces contrats concernent d'une part, les locations immobilières du Groupe et d'autre part, les locations de véhicules dont la durée de location est de deux à quatre ans. Pour les locations immobilières, les dispositions générales de ces contrats sont les suivantes : durée de location pour trois ans renouvelables et loyer indexé annuellement sur un indice INSEE (notamment l'indice du coût de la construction ou l'indice des loyers commerciaux).

Les paiements au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges sur la durée du contrat de location.

- Contrats de location financement

Les contrats concernés sont des contrats de crédit-bails immobiliers (terrains et constructions) avec des options d'achat de valeur négligeable, ainsi que des contrats de locations de matériels et véhicules qui répondent à au moins un critère défini par la norme IAS 17.

6.5. INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION (Terrains et Constructions)

Les infrastructures d'exploitation se répartissent comme suit :

(les infrastructures d'exploitation des sociétés mises en équivalence ne sont pas prises en compte)

AGENCES DE NEGOCÉ							
* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²	bail à construction	superficie en m ²
SA SAMSE							
Aix les Bains	9 800	Gap	33 000	Alès	15 200	Embrun	13 000
Albertville	17 600	Meximieux	31 300	Annonay	18 000	Joyeuse	6 200
Annemasse	1 100	Modane	7 400	Bernis	11 300	Vienne	16 800
Aubenas	24 800	Saint Martin d'Hères	46 800	Bourg Saint Maurice	1 200		
Barcelonnette	15 800	Veynes	9 000	Cluses	19 200		
Bellegarde	12 000			Cornillon	12 000		
Bourg d'Oisans	8 400			Crolles	7 200		
Bourg Saint Maurice	11 000			Echiroles (CAREO)	3 000		
Briançon	16 200			Gap (CAREO)	2 200		
Château Arnoux	4 600			Guillestre	12 000		
Chateaufieux	4 100			La Grand Combe	5 700		
Corbas	22 400			Lalevade	6 400		
Digne	19 700			Lans en Vercors	4 500		
Digne (CAREO)	3 900			Montpezat	3 000		
La Motte Servolex	14 800			Nozières	18 100		
La Mure	10 000			Pontcharra	10 000		
Largentière	7 800			Saint Ambroix	13 900		
La Tour de Salvagny	16 500			Saint Firmin	5 900		
La Tour du Pin	15 300			Saint Priest	19 300		
Le Pont de Beauvoisin	13 300			Vallon Pont d'Arc	4 300		
Le Pouzin	10 000						
Lyon	4 100						
Margencel	12 500						
Moirans	18 700						
Montélimar	17 500						
Moutiers	7 000						
Privas	8 100						
Pusignan	18 600						
Ruoms	8 600						
Saint Etienne de Saint Geoirs	10 000						
Saint Genis Laval	24 400						
Saint Genis Pouilly	16 600						
Saint Jean de Maurienne	9 000						
Saint Julien en Genevois	5 000						
Saint Marcellin	12 300						
Saint Pierre d'Albigny	7 200						
Saint Quentin Fallavier	20 000						
Saint Savin	12 300						
Sallanches	8 800						
Seyne les Alpes	5 200						
Sillingy	31 000						
Sisteron	20 900						
Valence	24 700						
Vif	8 000						
Ville la Grand	19 000						

* Propriété : tènement immobilier dont le Groupe est propriétaire (tènement figurant dans ses actifs).

Tènement mixte : immobilier dont une partie est propriété du Groupe, le reste appartient à un propriétaire externe et fait l'objet d'un bail commercial.

Location simple : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail commercial.

Bail à construction : tènement immobilier appartenant à un propriétaire externe et faisant l'objet d'un bail à construction.

Les superficies exprimées correspondent à la superficie globale des terrains.

INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION DU GROUPE SAMSE

AGENCES DE NEGOCE

* propriété du Groupe	superficie en m ²	tènement mixte	superficie en m ²	location simple	superficie en m ²
SAS BLANC MATERIAUX					
		Annot	3 200	Colmars les Alpes	12 300
				La Mure Argens	3 700
SA CHRISTAUD					
Aubenas	1 400			Albertville	300
Beaumont les Valence	3 200			Bourges	3 700
Echirolles	6 800			Clermont Ferrand	3 200
Voglans	4 000			Gap	500
				Pusignan	2 500
				Seynod	3 000
				Tours	2 000
SAS CELESTIN MATERIAUX					
Bourgoin Jallieu	9 200			Aubenas	3 800
Chassieu	5 600			Avignon	10 800
Irigny	7 800			Beaumont les Valence	4 800
Pierrelatte	4 000			Nîmes	3 600
				Pusignan	8 000
				St Just St Rambert	2 500
				Vienne	3 000
				Vinsobres	10 000
SA VAUDREY					
				Saint Léonard	3 900
SAS BTP DISTRIBUTION					
Haguenau	20 600	Fegersheim	11 500		
Richwiller	16 500				
Woustviller	15 000				
SA BOIS MAURIS ODDOS					
Argonay	21 700	Seyssins	11 400	Briançon	4 000
SAS LES COMPTOIRS DU BOIS ET ASSOCIES					
				Voiron	5 800
SAS REMAT					
Saint Quentin Fallavier	5 300			Saint Jean de Moirans	9 500
SARL REMAT RENOVATION					
				Saint Jean de Moirans	100
SAS LEADER CARRELAGES					
				Meythet	2 400
SAS SWEETAIR FRANCE					
				Saint Jean de Moirans	700
				Montpellier	400

AGENCES DE NEGOCIE

* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²
SA DORAS							
Arbois	13 700			Baume les Dames	1 850	Nevers jonction	3 100
Beaune	23 500			Boz	7 990		
Besançon	16 300			Chenôve 208	7 400		
Béthoncourt	13 400			Chenôve 6	41 500		
Bourbon Lancy	9 570			Crottet	9 800		
Chalindrey	6 200			Dijon Dr Quignard	14 100		
Chenôve 7bis siège adm	1 300			Fain les Montbard	12 400		
Chenôve bois	16 400			Joigny	7 000		
Chenôve Caréo	10 931			Les Voivres	9 100		
Cluny	9 800			Luxeuil	7 900		
Corbigny	9 400			Molinons	3 700		
Cosne sur Loire	8 500			Neully l'Evêque	4 100		
Decize	7 600			Noidans les Vesoul	3 300		
Delle	8 000			Nuits Saint Georges	10 100		
Dijon	7 300			Ormans	5 500		
Dole	17 000			Polisot	5 000		
Gevrey Chambertin	21 200			Remiremont	10 350		
Gueugnon	7 700			Rioz	10 457		
Is sur Tille	14 200			Ronchamp	5 400		
Langres	7 450			Saint Dizier	10 614		
Le Creusot	9 000			Saint Usage	12 000		
Lons le Saunier	38 500			Saulieu	5 263		
Macon	12 500			Semur en Auxois	2 000		
Montceau les Mines	24 500			Tonnerre	7 640		
Mouilins Engilbert	5 800			Torcy le Grand	4 000		
Nevers Saint Eloi	28 400			Toucy	11 800		
Paray le Monial	9 150						
Pont sur Yonne	6 200						
Pontarlier	15 400						
Saint Marcel	19 200						
Saint Satur	5 600						
Sainte Colombe sur Seine	10 400						
Seurre	19 900						
Verdun sur Doubs	8 000						
Vesoul	10 300						
Villegusien le Lac	21 760						
SAS CLEAU							
Dracy le Fort	42 300						
Bourg en Bresse	3 400						
Montceau les Mines	400						
SAS CLAUDE MATERIAUX							
Arcy sur Cure	17 809						
SAS M+ MATERIAUX							
Bergerac	15 000	Sarlat	24 000	Agen	13 900		
Carcassonne	6 300			Alès	6 800		
Castres	7 800			Anglet	1 200		
Claira	13 000			Argelès	4 400		
Le Buisson de Cadouin	12 300			Aureilhan	5 200		
Peyriac-Minervois	4 400			Baillargues	15 000		
Villeneuve s/ Lot (Allez)	20 100			Béziers	12 000		
				Biscarosse	5 800		
				Brive	14 200		
				Cabestany	2 800		
				Canhoes	4 000		
				Castanet Tolosan	9 300		
				Castelginest	8 000		
				Colombiers	4 000		
				Comebarrieu	7 400		
				Dax	4 800		
				Frontignan	4 700		
				Hossegor	3 400		
				Lézignan-Corbières	9 000		
				Mauguio	1 400		
				Mérignac	2 100		
				Montauban	12 600		
				Montpellier	8 000		
				Montredon-des-Corbières	13 000		
				Morcenx	16 700		
				Mouguerre	7 000		
				Nîmes (536 av. Pavlov)	8 800		
				Nîmes (252 av. Pavlov)	900		
				Paulhan	5 200		
				Périgueux	13 600		
				Portet sur Garonne	7 300		
				Ria	5 300		
				Rodez	6 600		
				Roques	6 500		
				Sailagouse	1 500		
				Saint Alban	3 900		
				Salles	9 100		
SARL ISO-NEG							
				Florac	2 700		

INFRASTRUCTURES D'EXPLOITATION DU GROUPE SAMSE

MAGASINS DE BRICOLAGE									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SAS LA BOITE A OUTILS									
Anney	12 200	Bassans	20 500	Alas	16 200	Alberville	8 500		
Briançon	9 700	Décines	9 500	Annemasse	14 300				
Château-Thierry	16 000	Saint Jean de Morans	28 700	Aubenas	14 200				
Dijon	19 400			Drumettaz	9 000				
Echiroilles	23 500			Echiroilles (Des Idées)	2 300				
La Tour du Pin	12 400			Gap	8 000				
Le Crousot	11 200			La Pont de Beauvoisin	4 000				
L'Isle d'Abeau	12 000			Montélimar	15 400				
Menancy	24 800			Ramiremont	9 000				
Saint Jean de Maurienne	11 200			Romans	8 000				
Saint Martin d'Hères	14 100			Saint Geris Pouilly	2 800				
Sallanches	8 100			Saint Julien en Genevois	2 300				
Saumur	15 800			Seynod (Des Idées)	2 700				
Thyez	17 800			Thonon	10 600				
Valence	13 300								
UNITES LOGISTIQUES									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SA SAMSE									
Brézins	75 500			Argenay	13 500				
				St Etienne de St Geors	200				
SAS LA BOITE A OUTILS									
				Brézins	13 000				
SAS ETS PIERRE HENRY ET FILS									
				Saint Hilaire du Roper	37 200				
				Vinay/Beaufeu	28 600				
SA CHRISTAUD									
Echiroilles (ex LCG-EAU)	1 300								
SAS MAT APPRO									
				Brézins	180				
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ									
				Haguenau	440				
SARL SUD APPRO									
				Potebières	2 100				
				Alas	30				
				Nîmes	20				
SA DORAS									
				Gevrey Chamberin	12 500				
ATELIERS									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SAS LA BOITE A OUTILS									
Vogüans	500			La Frette	1 300				
SARL GET ELECTRIC									
				Grenoble	400				
CENTRALES PHOTOVOLTAIQUES									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SARL EPPS									
				Aix les Bains	642				
				Barcelonnette	1 400				
				Seaumont les Valence	465				
				Cadenot	860				
				Gap	550				
				La Motte Servolax	463				
				La Mure	487				
				La Tour de Salvagny	223				
				Lyon	240				
				Meyreuil	800				
				Montélimar	667				
				Mouans Sartoux	250				
				Puisignan	220				
				Ruoms	657				
				Saint Etienne de Saint Geors	360				
				Saint Marcolin	222				
				Saint Savin	560				
				Sillingy	667				
				Valence	830				
				Vif	487				
				Vivelles	760				
CENTRES ADMINISTRATIFS									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SA SAMSE									
Brézins	12 000			Grenoble	330				
SA DORAS									
Chenôve	1 300								
SAS M+ MATERIAUX									
Clara	1 000								
SIÈGE SOCIAL GROUPE									
* propriété du Groupe	superficie en m²	tènement mixte	superficie en m²	location simple	superficie en m²	bail à construction	superficie en m²	crédit-bail	superficie en m²
SA SAMSE									
Grenoble	21 400								

Le Groupe SAMSE au travers de ses deux activités (négoce de matériaux de construction et bricolage) est propriétaire de 132 points de vente. 127 points de vente sont en location dans le cadre de baux commerciaux ou de baux à construction.

Les superficies mentionnées ci-après, sont totalement utilisées pour l'exploitation.

Le nombre de points de vente est de 259 dont 226 pour l'activité Négoce et 33 pour l'activité Bricolage. Au total, cela représente une superficie de 2 748 034 m², dont 2 338 134 m² pour l'activité Négoce et 409 900 m² pour l'activité Bricolage.

En outre, le Groupe SAMSE dispose de 10 Unités Logistiques dont la Plate-forme de stockage de Brézins, de 3 Ateliers, de 4 centres administratifs et d'un Siège Social pour une superficie globale de 223 300 m².

Le Groupe SAMSE dispose également de 21 centrales photovoltaïques réparties sur une surface totale de 11 330 m².

Note 7 - TITRES MIS EN EQUIVALENCE

7.1. VALEUR DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE

à l'ouverture de l'exercice		39 590
Augmentations		3 117
Diminutions		1 836
Mouvements de périmètre	Entrées	
Mouvements de périmètre (*)	Sorties	911
à la clôture de l'exercice		39 960

(*): Prise de contrôle de LEADER CARRELAGES pour 858 milliers d'euros (cf. note 4.3).
Liquidation - dissolution de la société BLAMAT pour 53 milliers d'euros.

7.2. DETAIL DES TITRES MIS EN EQUIVALENCE (1)

	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
PLATTARD (Groupe)	20 294	19 909
SAS MATERIAUX SIMC	11 101	10 239
SA DIJON BETON	2 774	2 949
SAS RG BRICOLAGE	1 491	1 333
SAS ZANON TRANSPORTS	1 000	932
SAS DIDIER	967	1 022
BOURG MATERIAUX	800	669
SAS DEGUERRY SAMSE	747	941
SCI ENTREPÔT FROMENT	615	557
SCI CHABER	298	241
SCI LE CARREAU	73	73
SAS AMEO CONSTRUCTION	-41	-27
SAS TARARE MATERIAUX	-159	-159
SARL LEADER CARRELAGES		858
SA BLAMAT		53
Total	39 960	39 590

(1) dont écarts d'acquisition affectés (cf. note 7.4)

7.3. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET COENTREPRISES

Toutes les entreprises associées du Groupe sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Il n'existe pas de contrepartie significative au niveau du Groupe SAMSE.

Les informations générales sur les sociétés mises en équivalence sont détaillées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	% de détention	OP de cession	Résultat de l'exercice	Quote part de résultat	Dividendes ou quote part de résultat reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activités	Efficif moyen
données consolidées								
PLATTARD (Groupe)	33,59	19 198	3 226	1 097	816	155 628	Négoce	453
SAS MATERIAUX SIMC	44,99	9 921	2 622	1 160	263	143 224	Négoce	521
SADJON BETON	23,29	2 949	-752	-175	0	19 221	Négoce	39
SAS RG BRICOLAGE	39,98	1 040	1 129	451	291	12 886	Bricolage	50
SAS DIDIER	25,00	981	-55	-14	41	11 302	Négoce	45
SAS ZANON TRANSPORTS	25,00	822	712	178	110	10 724	Négoce	59
SAS BOURG MATERIAUX	50,00	669	264	132	0	13 505	Négoce	21
SAS DESQUERY SAMSE	35,07	641	303	106	300	6 349	Négoce	17
SCI ENTREPOT FROMENT	40,00	457	394	158	100	1 352	Bricolage	0
SCI CHABER	40,00	241	143	57	0	412	Bricolage	0
SCI LE CARRÉAU	20,00	59	66	13	13	66	Bricolage	0
SCI ESPACE PLUS	20,00	-9	43	9	9	0	Négoce	0
SAS ANECO CONSTRUCTION	20,00	-27	-73	-15	0	0	Négoce	2
SAS TARRARE MATERIAUX	50,00	-159	-1	-1	0	1 685	Négoce	4

Les deux principales entités du Groupe mises en équivalence sont le Groupe PLATTARD et la société MATERIAUX SIMC. Ces deux entités appartiennent au secteur opérationnel "Négoce". Les éléments financiers de ces deux entités pour les exercices 2015 et 2014, établis en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

	Groupe PLATTARD									
	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
Chiffre d'affaires	155 628	152 999	143 224	136 739	62 786	74 051	14 716	13 633		
Résultat opérationnel courant	4 351	5 743	3 676	2 849	725	1 613	2 875	2 610		
Résultat net	3 263	4 319	2 622	2 115	283	973	1 732	1 452		
Autres éléments du résultat global	0	0	-122	-194	0	7	-3	-3		
Résultat global total	3 263	4 319	2 500	1 921	283	980	1 729	1 449		
Part attribuable aux actionnaires	3 227	4 287	2 500	1 894	283	980	1 729	1 449		
Part attribuable aux intérêts non contrôlés	36	32	0	0	0	0	0	0		
Actifs non courants	61 281	66 138	21 021	20 846	8 335	9 495	14 308	14 787		
Actifs courants (y compris actifs destinés à être cédés)	71 533	70 662	54 862	49 459	27 163	32 751	3 502	2 972		
Dettes non courantes	32 292	35 331	9 586	21 585	3 424	3 721	9 569	10 322		
Dettes courantes	40 542	42 650	42 157	26 772	12 125	16 038	2 715	2 631		
Actifs nets	59 990	58 839	23 860	21 948	19 946	22 488	5 526	4 806		
Part attribuable aux actionnaires	59 705	58 573	23 860	21 948	19 946	22 488	5 526	4 806		
Part attribuable aux intérêts non contrôlés	275	266	0	0	0	0	0	0		
Quote part d'actifs nets à l'ouverture de l'exercice	19 909	19 262	9 874	9 207	6 054	5 905	1 663	2 385		
Résultat global total attribuable au Groupe	1 097	1 457	1 180	952	221	330	678	265		
Dividendes reçus	816	816	263	285	460	181	404	328		
Effet de la prise de contrôle DEDB										
Autres mouvements / Cessions	104	6			-400		2	-459		
Quote part d'actifs nets à la clôture de l'exercice	20 294	19 909	10 735	9 874	5 361	6 054	2 135	1 863		
Ecarts d'acquisition	0	0	366	366	727	1 188	338	338		
Titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	20 294	19 909	11 101	10 240	6 088	7 242	2 477	2 201		

7.4. ECARTS D'ACQUISITIONS DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	au 31/12/2015	au 31/12/2014
SA DIJON BETON	435	435
SAS MATERIAUX SIMC	366	366
SAS RG BRICOLAGE	338	338
SAS DIDIER	292	292
SARL LEADER CARRELAGES		461
Total	1 431	1 892

8.1. INFORMATIONS GENERALES SUR LES TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

(en milliers d'euros)	% de détention	Capitaux propres avant résultat	Résultat net de l'exercice	Valeur comptable brute des titres détenus	Dépréciation des titres	Valeur nette comptable des titres détenus	Juste Valeur des titres détenus	Valeur des titres détenus	Dividendes reçus	Chiffre d'affaires	Secteur d'activité	Effectif moyen
SA DUMONT INVESTISSEMENT	3,68	52 204	4 024	7 163	0	7 163	8 071	119	2 746	négoce	8	
SAS MCD	25,00	77	399	18	0	18	18	454	9 925	négoce	9	
DIVERS	0,00	0	0	85	0	85	85	0	0	négoce	0	
Total		52 281	4 423	7 266	0	7 266	8 174	573	12 671		17	

8.2. JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En fin d'exercice, les titres Dumont Investissement ont été appréciés à leur juste valeur pour un montant de 8 071 milliers d'euros et la variation nette de juste valeur de l'année a été comptabilisée dans les capitaux propres pour un montant de +125 milliers d'euros.

Détail de la variation de juste valeur enregistrée en capitaux propres :

Plus value potentielle au 31 décembre 2014	783
Juste valeur transférée au compte de résultat / cessions de l'exercice	-4
Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2015	129
Plus value potentielle au 31 décembre 2015	908
Variation de la juste valeur des actions DUMONT INVESTISSEMENT sur l'exercice 2015	125
Variation constatée dans les capitaux propres	125

Valeur des titres au 01/01/2015	Cessions de titres au cours de l'exercice 2015	Acquisitions de titres au cours de l'exercice 2015	Impact de la réévaluation des titres acquis au 31 décembre 2015	Valeur des titres au 31/12/2015
4 751	-10	3 201	129	8 071

Les actions DUMONT INVESTISSEMENT sont valorisées selon une méthode fixée par un expert indépendant. La méthode est basée sur une approche patrimoniale consistant à ajouter aux capitaux propres de la société la plus-value théorique dégagée entre la valeur comptable des actions SAMSE détenues à l'actif du bilan et leur valorisation telle qu'elle est définie par l'expert indépendant.

Depuis la signature de la promesse de vente entre le Groupe CRH et DUMONT INVESTISSEMENT (intervenue sur septembre 2014), les modalités d'évaluation ont été adaptées. L'expert indépendant a défini une méthode qui tient compte de l'alignement progressif du cours de bourse sur la valeur de transaction résultant de l'application de la formule de prix inscrite dans la promesse de vente.

Cette nouvelle méthode repose à la fois sur la valeur du cours de bourse de SAMSE et sur la valeur de transaction au travers de pondérations qui évolueront chaque année afin de rendre compte du rapprochement de la date de réalisation de l'opération. La pondération retenue au 31 décembre 2015 est la suivante:

90% pour le cours de bourse et 10% pour la Formule de Prix.

En application de cette méthode d'évaluation, la valeur de l'action DUMONT INVESTISSEMENT ressort à 116,37 € au 31 décembre 2015.

Il n'y a pas eu de cession significative de titres Dumont Investissement au cours de l'exercice 2015.

8.3. EVOLUTION DES TITRES DE SOCIETES NON CONSOLIDEES

Valeur brute	
à l'ouverture de l'exercice	4 883
Augmentations / Acquisitions	3 201
Diminutions / Sorties	39
Variation de juste valeur des titres acquis au 31/12/2015 (par capitaux propres)	129
à la clôture de l'exercice	8 174
Dépréciations	
à l'ouverture de l'exercice	0
Dotations	
Reprises	
à la clôture de l'exercice	0
Valeur nette	
à l'ouverture de l'exercice	4 883
à la clôture de l'exercice	8 174

Note 9 - AUTRES ACTIFS FINANCIERS IMMOBILISES

(en milliers d'euros)	Créances sur participation (1)	Autres actifs financiers	Total
Valeur brute			
à l'ouverture de l'exercice	1 628	2 898	4 526
Augmentations / Acquisitions	67	173	240
Diminutions / Sorties	127	100	227
Mouvements de périmètre	Entrées		
Virements	-285	-139	-424
à la clôture de l'exercice	1 283	2 832	4 115
Dépréciations			
à l'ouverture de l'exercice		192	192
Dotations			
Reprises		40	40
Mouvements de périmètre	Entrées		
à la clôture de l'exercice		152	152
Valeur nette			
à l'ouverture de l'exercice	1 628	2 706	4 334
à la clôture de l'exercice	1 283	2 680	3 963
(1) détail des créances sur participations			
	SAS TARARE MATERIAUX	583	
	SAS BOURG MATERIAUX	700	
	Total	1 283	

9.1. ANALYSE PAR NATURE D'INSTRUMENTS FINANCIERS

	Valeur nette	
	2015	2014
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Titres de participation non consolidés	8 174	4 883
Prêts, créances et dettes émis par l'entreprise :		
Créances sur participations	1 283	1 628
Autres actifs financiers	2 680	2 706
Total	12 137	9 217

Au 31 décembre 2015, l'ensemble de ces actifs ne présente pas de risque de non recouvrement.

Note 10 - STOCKS DE MARCHANDISES

(en milliers d'euros)	2015			2014		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Marchandises négoce	186 709	11 759	174 950	194 837	12 050	182 787
Marchandises bricolage	60 762	2 727	58 035	56 422	2 270	54 152
Total	247 471	14 486	232 985	251 259	14 320	236 939

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré, majoré des coûts de transport et d'un coefficient d'approche. Ils sont minorés de l'impact des rabais, remises, ristournes et des escomptes obtenus sur les achats.

Une provision pour dépréciation, effectuée article par article, est calculée en tenant compte du taux de rotation du stock depuis le début de l'exercice et éventuellement de l'obsolescence liée à l'évolution des techniques utilisées.

Note 11 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

(en milliers d'euros)	2015			2014		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Clients et comptes rattachés négoce	165 646	21 430	144 216	162 067	21 827	140 240
Clients et comptes rattachés bricolage	2 226	169	2 057	3 326	215	3 111
Total	167 872	21 599	146 273	165 393	22 042	143 351

La provision pour dépréciation des comptes clients a fait l'objet pour chaque société du Groupe, d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus.

11.1. BALANCE AGEE DES CREANCES CLIENTS

	Valeur brute	Valeur brute
	2015	2014
Non échues	122 929	116 737
Retard n'excédant pas un mois	9 921	12 556
Retard compris entre un et deux mois	5 027	6 449
Retard compris entre trois et cinq mois	3 483	4 289
Au-delà	26 512	25 362
Total	167 872	165 393

Les créances clients résultent des ventes réalisées, et sont réparties sur l'ensemble du périmètre du Groupe.

Il n'existe pas de concentration majeure du risque de non recouvrement.

Le Groupe applique cependant une politique de prévention du risque client par un recours à l'assurance crédit et autres formes de garantie.

En règle générale, le Groupe est amené à constater une dépréciation pour les retards au-delà de trois mois.

Le tableau suivant, indique le % de provision constaté sur les retards de paiements considérés :

	2015	2014	% de variation
Créances clients échues depuis 3 mois et au-delà (H.T.)	24 996	24 709	1,16
Provision constatée	21 599	22 042	-2,01
% de créances impayées couvertes par provision	86,41	89,21	

11.2. PROVISIONS POUR DEPRECIATION

CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		2015	2014
Provisions pour dépréciation en début d'exercice		22 042	20 364
Dotations de l'exercice aux provisions		7 804	8 126
Reprises de provisions pour dépréciation :		8 273	6 746
	• utilisées (1)	4 607	2 560
	• non utilisées	3 666	4 186
Mouvements de périmètre	entrées	26	298
Mouvements de périmètre	sorties		
Provisions pour dépréciation en fin d'exercice		21 599	22 042

(1) : pertes sur créances irrécouvrables

Note 12 - AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	2015			2014		
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Autres créances négoce (1)	52 262	927	51 335	57 419	1 447	55 972
Autres créances bricolage (1)	12 865	3	12 862	16 622	6	16 616
Charges constatées d'avance négoce	1 493		1 493	1 873		1 873
Charges constatées d'avance bricolage	481		481	425		425
Total	67 101	930	66 171	76 339	1 453	74 886

(1) Les autres créances de l'exploitation qui représentent un montant global net de :	2015	2014
se décomposent de la manière suivante :	64 197	72 588
Remises, rabais et ristournes à recevoir	34 415	39 445
Fournisseurs débiteurs	7 001	8 017
Avoirs à recevoir	3 567	2 751
Sommes diverses à recevoir	801	991
Créances sur cessions d'immobilisations	2 057	1 040
Créances de TVA	4 484	6 352
Débiteurs divers	3 404	3 852
Créances sociales	620	633
Etat - impôt sur les sociétés	7 529	8 405
Autres créances fiscales	187	581
Autres créances diverses	132	521

Les autres créances de l'exploitation sont constituées principalement des remises, rabais et ristournes à recevoir des fournisseurs.

Aucune des autres créances ne présente un risque significatif de non recouvrement ; ce qui explique le faible montant des provisions pour dépréciation.

Note 13 - DISPONIBILITES ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	au 31/12/2015	au 31/12/2014
Valeurs mobilières de placement négoce	65 745	15 990
Valeurs mobilières de placement bricolage		0
Disponibilités négoce	12 386	39 261
Disponibilités bricolage	2 841	1 813
Total	80 972	57 064

13.1. TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE

	2015	2014
Valeurs mobilières de placement	65 745	15 990
Disponibilités	15 227	41 074
Trésorerie passive	-22 882	-34 706
Total	58 090	22 358

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les comptes bancaires et les soldes de caisse, ainsi que les valeurs mobilières de placement constituées de comptes de dépôt à terme et de SICAV monétaires en euros.

Ces valeurs mobilières répondent aux différents critères pour pouvoir être reconnues en équivalents de trésorerie : il s'agit de placements à court terme qui à l'origine ont une échéance inférieure ou égale à trois mois (la durée de placement peut aller jusqu'à six mois si tous les autres critères sont respectés), très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie, et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les critères d'IAS 7 des placements à court terme sont respectés.

Note 14 - CAPITAUX PROPRES

14.1. COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social entièrement libéré est constitué par 3 458 084 actions de 1 € de valeur nominale chacune.

Nombre d'actions de la société en circulation			
	Actions émises	Actions propres détenues	Actions en circulation
	3 458 084	9 697	3 448 387

14.2. CAPITALISATION BOURSIERE

	Actions émises	Cours de bourse au 31.12.2015	Capitalisation boursière en €
	3 458 084	112,00	387 305 408

EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL AU COURS DES QUATRE DERNIERES ANNEES

	Valeur nominale de l'action en €	Nombre d'actions émises	total	Augmentation de capital	Montant du capital social en €
Au 31 décembre 2012	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2013	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2014	1	0	3 458 084	0	3 458 084
Au 31 décembre 2015	1	0	3 458 084	0	3 458 084

14.3. INTERETS NON CONTROLANTS

	2015	2014
La part hors Groupe dans les réserves représente un montant de :	10 850	43 863
La part hors Groupe dans le résultat représente un montant de :	1 356	3 733
Total	12 214	47 596

Les intérêts non contrôlants du Groupe SAMSE sont principalement issus des entités suivantes:

Nom de l'entité	Secteur d'activité	Part détenue par les intérêts non contrôlants (en %)	
		2015	2014
SC INV (Groupe) (*)	Négoce	0,00	45,00
EDB FROMENT	Bricolage	52,00	53,08
COMPTOIR FROMENT	Bricolage	52,00	53,08
BTP DISTRIBUTION	Négoce	45,32	45,32
LA BOITE A OUTILS	Bricolage	4,01	6,16

(*) : rachat de l'ensemble des intérêts minoritaires fin mars 2015.

Les informations financières relatives aux entités mentionnées ci-dessus, préparées en conformité avec les normes IFRS, se résument comme suit :

(données avant élimination interco. avec les autres entités du Groupe)

	SC INV (Groupe)		EDB FROMENT		COMPTOIR FROMENT		BTP DISTRIBUTION		LA BOITE A OUTILS	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Chiffre d'affaires	218 938	229 044	14 682	13 745	15 761	14 773	32 306	32 165	218 413	201 729
Résultat opérationnel courant	4 459	5 227	1 473	1 200	1 617	1 282	966	1 346	7 911	7 595
Résultat net	2 271	2 787	982	805	1 090	861	647	891	5 512	5 283
Résultat net - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	-767	1 254	511	427	567	457	293	404	208	398
Autres éléments du résultat global	-21	-16	1	-1	4	-2	-1	-11	-52	-198
Résultat global total	2 250	2 771	983	804	1 094	859	646	880	5 460	5 085
Résultat global total - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	-767	1 247	511	427	589	456	293	399	206	385
Actifs non courants	65 097	67 235	1 378	1 228	1 880	1 707	2 589	1 581	70 149	70 976
Actifs courants	100 690	99 394	3 988	3 838	3 829	3 436	12 485	13 461	61 173	63 003
Dettes non courantes	32 630	32 224	61	175	38	223	757	2 247	16 212	26 987
Dettes courantes	52 078	55 573	3 011	2 837	2 967	2 815	7 003	5 929	48 581	44 239
Actifs nets	81 079	78 832	2 294	2 054	2 704	2 105	7 314	6 866	66 529	62 753
Actifs nets - Part attribuable aux intérêts non contrôlants	0	35 474	-1 193	1 090	-1 406	1 117	-3 315	3 112	2 668	3 866
Flux de trésorerie générés par l'activité	19 045	9 211	1 075	387	1 136	676	921	1 148	12 459	6 550
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	-4 905	-5 768	-261	303	-383	-153	-1 081	-332	-2 938	-5 409
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	-1 948	-4 240	-750	-738	-555	-616	-1 189	-732	-6 479	1 563
Augmentation ou diminution de la trésorerie	12 192	-797	64	-48	198	-93	-1 349	84	3 042	2 704
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants au cours de l'exercice	0	0	395	401	269	273	89	106	89	135

Le périmètre de consolidation du sous-groupe SC INV est indiqué en note 2. La société DORAS représente à elle seule 80% du total bilan, 89% du chiffre d'affaires et 70% du résultat net du sous-groupe SC INV.

14.4. GESTION DU CAPITAL

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capitaux propres solide pour préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché, et faire face au développement futur de l'activité.

Le Groupe porte une attention particulière au rendement des capitaux propres et au niveau des dividendes versés.

Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 7 mai 2015.

Le pourcentage maximum du capital dont le rachat est autorisé est de 10%.

Le prix d'achat unitaire maximum a été fixé à 150€.

14.5. TITRES D'AUTOCONTRÔLE

	2015	2014
Nombre d'actions	9 697	10 743
Montant en K€	725	823
Valeur d'inventaire :	1 072	1 106

Ces titres figurent pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

Ils sont affectés soit à l'attribution d'actions aux salariés dans le cadre de la participation des salariés, soit à l'animation du marché.

Ces actions auto-détenues n'ont pas droit de vote.

- Le Groupe a mis en œuvre un programme de rachat d'actions depuis le 6 juin 2001. Dans le cadre de l'autorisation qui avait été donnée par l'Assemblée Générale du 6 juin 2001, 3 920 titres ont été acquis.
- Dans le cadre de l'autorisation qui avait été donnée par l'Assemblée Générale du 16 décembre 2003, aucune action n'a été achetée.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 19 mai 2006, mis en œuvre dans le cadre d'un contrat de liquidité, conforme à la charte de déontologie de l'AFEI. L'assemblée Générale du 14 mai 2007 a également autorisé le programme de rachat d'actions. Au 31 décembre 2006, 1 706 titres ont été acquis. Au 31 décembre 2007, 36 titres ont été acquis. Au 31 décembre 2008, 6 041 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 23 mai 2008. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2008, 41 006 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 26 mai 2009. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2009, 12 021 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 27 mai 2010. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2010, 5 521 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 17 mai 2011. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2011, 24 542 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 11 mai 2012. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2012, 11 123 titres ont été acquis, et 11 820 titres ont été attribués aux salariés au titre d'une distribution d'actions gratuites.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 29 avril 2013. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2013, 10 461 titres ont été acquis.
- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 6 mai 2014. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Au 31 décembre 2014, 25 674 titres ont été acquis et 24 827 ont été cédés dans le cadre du contrat de liquidité et 94 661 titres ont été cédés dans le cadre du contrat de rachat.

L'ensemble de ces cessions d'actions auto-détenues avait engendré une plus-value nette globale de 6,1 millions d'euros, comptabilisée directement dans les capitaux propres consolidés du Groupe sur l'exercice 2014. Cette plus-value était exclusivement issue des cessions réalisées dans le cadre du contrat de rachat (94 661 actions), le prix de vente total s'élevant à 11,2 millions d'euros pour une valeur nette comptable des actions cédées de 5,1 millions d'euros. L'effet d'impôt lié à cette plus-value avait également été enregistré directement en capitaux propres pour un montant de 2,3 millions d'euros.

- Un programme de rachat d'actions a été autorisé par l'Assemblée Générale du 7 mai 2015. Le pourcentage de rachat autorisé a été fixé à 10 % du capital. Sur l'exercice 2015, 16 662 titres ont été acquis et 17 708 ont été cédés dans le cadre du contrat de liquidité. Aucun mouvement n'est intervenu dans le cadre du contrat de rachat.

14.6. RESERVES ET RESULTATS NETS CONSOLIDES - PART DU GROUPE -

	2015	2014
Réserves	348 381	321 639
Résultat	32 072	36 144
Total	380 453	357 783

14.7.a REPARTITION DU CAPITAL ET DROITS DE VOTE (en %)

	2015		2014	
	% du capital détenu	% en droits de vote	% du capital détenu	% en droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	56,17	59,86	56,17	59,83
- CRH FRANCE DISTRIBUTION	21,13	23,11	21,13	23,10
- CM-CIC INVESTISSEMENT	5,28	5,78	5,28	5,78
- DIVERS	3,53	3,76	3,59	3,90
sous total	86,11	92,51	86,17	92,61
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	4,28	2,34	4,28	2,34
- FCP STOCK PICKING FRANCE	1,62	0,89	1,80	0,98
- AUTO-DETENTION	0,28	0,00	0,31	0,00
- DIVERS	7,71	4,26	7,44	4,07
sous total	13,89	7,49	13,83	7,39
Total	100,00	100,00	100,00	100,00

14.7.b REPARTITION DU CAPITAL ET DROITS DE VOTE (en nombre de voix et nombre d'actions)

	2015		2014	
	Actions détenues	Droits de vote	Actions détenues	Droits de vote
Nominatifs				
- DUMONT INVESTISSEMENT	1 942 521	3 785 142	1 942 521	3 785 142
- CRH FRANCE DISTRIBUTION	730 640	1 461 280	730 640	1 461 280
- CM-CIC INVESTISSEMENT	182 725	365 450	182 725	365 450
- DIVERS	121 983	237 979	124 062	247 418
sous total	2 977 869	5 849 851	2 979 948	5 859 290
Porteurs				
- FCP CENTIFOLIA	148 000	148 000	148 000	148 000
- FCP STOCK PICKING FRANCE	56 000	56 000	62 150	62 150
- AUTO-DETENTION	9 697	0	10 743	0
- DIVERS	266 518	269 415	257 243	257 243
sous total	480 215	473 415	478 136	467 393
Total	3 458 084	6 323 266	3 458 084	6 326 683

Note 15 - PROVISIONS

15.1. DETAIL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	2015			2014		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total
Provisions pour litiges	642	69	711	768	33	801
Autres provisions pour risques et charges	1 279	429	1 708	1 524	1 001	2 525
Provisions pour retraites et autres obligations		11 908	11 908		11 477	11 477
Provisions pour restructurations	1 005		1 005	353		353
Provisions pour impôts		15	15		23	23
Total	2 926	12 421	15 347	2 645	12 534	15 179

Les provisions pour litiges ont fait l'objet d'une appréciation au cas par cas en fonction des risques encourus. Ces provisions concernent essentiellement des litiges matériels nés dans l'année.

Les autres provisions pour risques et charges ont été constituées en fonction des risques connus à la date d'arrêt des comptes et des charges futures estimées. Elles sont de nature diverse ; on retrouve notamment des provisions liées à des affaires prud'homales et à des risques et charges de l'exploitation courante.

15.2. EVOLUTION DES PROVISIONS

	Litiges matériaux	Risques et charges	Retraites et autres obligations	Restructuration:	Impôts	Total
à l'ouverture de l'exercice	801	2 525	11 477	353	23	15 179
Dotations	416	652	1 258	758		3 084
Reprises utilisées	507	989	974	106	8	2 584
Reprises non utilisées	62	481	39			582
Variations de périmètre Entrées	64		34			98
Variations de périmètre Sorties						
Ecart actuariels constatés en capitaux propres			152			152
Virements						
à la clôture de l'exercice	712	1 707	11 908	1 005	15	15 347

détail de la provision pour risques et charges :

Provision pour garantie donnée aux clients	364
Provision honoraires	75
Provision pour travaux	228
Provision pour charges de personnel	532
Provision pour risques sociaux	164
Provision pour risques et charges divers	344

Conformément à la norme IAS 37 - Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels - des provisions sont constatées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé et que cette obligation peut être estimée de manière fiable.

Le montant comptabilisé correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date de clôture des comptes.

En ce qui concerne la provision pour garantie donnée aux clients sur certains types de produits, celle-ci couvre les risques de retour sur les produits vendus et le remplacement des produits défectueux.

Une provision est constatée également pour faire face aux réclamations des clients sur des produits livrés et installés.

Ces provisions sont calculées à partir d'informations recueillies auprès du service commercial qui recense les réclamations des clients.

Le Groupe comptabilise également des provisions fondées sur des données statistiques établies sur la base de son expérience passée et sur des hypothèses déterminées face au risque attendu sur des produits techniques récents qui peuvent s'altérer plus rapidement que prévu.

C'est notamment le cas pour les installations photovoltaïques vendues par la société SWEETAIR.

15.3. ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET MEDAILLES DU TRAVAIL

A - PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Il n'existe pas, pour la société, de régime de retraite à prestations définies autre que les indemnités légales de départ à la retraite en France. Les régimes à prestations définies sont comptabilisés au bilan, sur la base d'une évaluation actuarielle des engagements à la date de clôture. Les cotisations versées au titre des régimes qui sont analysés comme des régimes à cotisations définies sont comptabilisées en charges de l'exercice. La provision pour indemnités de fin de carrière s'élevait à 10 214 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

La provision a été calculée selon les paramètres suivants :

Paramètres économiques		taux	
augmentation annuelle des salaires :	cadres	2,00%	(2,00% en 2014)
	non cadres	2,00%	(2,00% en 2014)

Paramètres sociaux

départ à l'initiative du salarié, sauf dérogation individuelle entre 65 et 67 ans pour les cadres et non cadres
Le taux de charges sociales retenu est de 46% pour l'ensemble des catégories
Le taux de turnover annuel a été établi par tranche d'âge de la façon suivante :

	cadres		non cadres	
	activité négoce		activité bricolage	
16 - 25 ans	3,00%	18,00%	0,00%	18,00%
26 - 30 ans	3,00%	18,00%	7,00%	12,00%
31 - 35 ans	10,00%	12,00%	7,00%	12,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	5,00%	9,00%
41 - 45 ans	6,00%	11,00%	2,00%	7,00%
46 - 50 ans	6,00%	5,00%	8,00%	8,00%
51 - 55 ans	7,00%	4,00%	2,00%	6,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	0,00%	4,00%

Paramètres techniques

La table de survie retenue est la table INSEE 2014.
La méthode de calcul retenue est la méthode des unités de crédits projetés.
Le taux d'actualisation utilisé est le taux IBOXX E corporate AA 10+.
Le taux retenu s'élevait à 1,89 % au 31 décembre 2015 (contre 1,78 % en 2014).

Le Groupe n'a pas couvert l'engagement de retraite par des versements significatifs à un fonds sur l'exercice 2015.

La dotation nette de l'exercice s'élevait à 348 milliers d'euros.

Cette charge se répartit de la façon suivante :

		en milliers d'euros
	Coût des services rendus	26
	Coût de l'actualisation	170
	Ecart actuariels (1)	152

(1) Enregistrés directement dans les autres éléments du résultat global.

Sensibilité des hypothèses actuarielles

L'impact d'une variation de +14 points de base sur le taux d'actualisation générerait une variation de -1,9% du montant total de l'engagement.

B - Médailles du travail

Au 31 décembre 2015, cette provision représente un montant de 1 684 milliers d'euros

Le calcul de cette provision s'effectue selon les divers paramètres suivants

Durée de travail				
pour l'attribution de la médaille du travail :		20, 30, 35 et 40 ans.		
Paramètres				
détermination d'un coefficient de mortalité selon la table INSEE 2014				
détermination d'un coefficient de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise d'après les taux annuels de turnover suivants				
	cadres		non cadres	
	activité négoce		activité bricolage	
16 - 25 ans	3,00%	18,00%	0,00%	18,00%
26 - 30 ans	3,00%	18,00%	7,00%	12,00%
31 - 35 ans	10,00%	12,00%	7,00%	12,00%
36 - 40 ans	6,00%	10,00%	5,00%	9,00%
41 - 45 ans	6,00%	11,00%	2,00%	7,00%
46 - 50 ans	6,00%	5,00%	8,00%	8,00%
51 - 55 ans	7,00%	4,00%	2,00%	6,00%
56 - 67 ans	0,00%	0,00%	0,00%	4,00%

Le taux de charges sociales retenu est de 46 % pour l'ensemble des catégories.
Le taux d'augmentation annuelle des salaires retenu pour les cadres et les non cadres s'élevait à 2 % (taux idem en 2014).

15.4. PROVISIONS CARTES DE FIDELITE (PROGRAMME DE FIDELISATION DES CLIENTS)

La carte fidélité est un outil de fidélisation de la clientèle mis en place dans les magasins de bricolage. Au fur et à mesure de leurs achats, les clients obtiennent des points qu'ils peuvent par la suite convertir en bons d'achat.

Règle d'obtention des points : 1 point par tranche de dix euros d'achats.

Validité : date d'émission jusqu'au 31 décembre N+2.

Concernant la règle de conversion des points en bons d'achat la valeur des points évolue en fonction des niveaux suivants :

Niveau 0 : de 0 à 199 points, le point n'a pas de valeur.

Niveau 1 : de 200 à 499 points, la valeur du point est de 0,15 €.

Niveau 2 : de 500 à 999 points, la valeur du point est de 0,20 €.

Niveau 3 : + de 1 000 points, la valeur du point est de 0,30 €.

La conversion s'effectue en un seul bon d'achat.

Appréciation de la valeur des points non encore convertis : une remise future potentielle accordée aux clients est calculée sur la base des points acquis sur les cartes. Dès que les points sont convertis en bons d'achat, ces derniers sont immédiatement comptabilisés en réduction des ventes et cette écriture est annulée si les bons d'achats ne sont pas utilisés dans les six mois. Le calcul de cette remise tient compte d'un taux de déperdition des points, de mutation de points d'un niveau à l'autre et de transformation sur des bases statistiques des trois dernières années.

L'impact de ce programme de fidélisation minora le chiffre d'affaires de l'activité Bricolage de 290 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Note 16 - IMPOTS SUR LES RESULTATS ET IMPOTS DIFFERES

16.1. DETAIL DE LA CHARGE D'IMPOT

	2015	2014
Charge d'impôt exigible	13 253	14 693
Impôts différés	508	-1 458
Total	13 761	13 235

16.2. IMPOTS DIFFERES AU BILAN

	2015	2014
Impôts différés actifs	1 375	1 274
Impôts différés passifs	9 551	9 081
Impôts différés nets	-8 176	-7 807

Les impôts différés actifs relatifs aux reports déficitaires s'élevaient à 437 milliers d'euros (1 311 milliers d'euros en base) au 31 décembre 2015, contre 500 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Les déficits cumulés n'ayant pas donné lieu à la constitution d'un impôt différé actif s'élevaient à 10 260 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

16.3. IMPOTS DIFFERES

	2015	2014	Variation
IMPOTS DIFFERES ACTIFS			2015/2014
à l'ouverture de l'exercice	1 274	591	683
Produit de l'exercice	174	1 936	-1 762
Charge de l'exercice			
Mouvements de périmètre Entrées	116	1 424	-1 308
Mouvements de périmètre Sorties			0
Virements	-189	-2 677	2 488
à la clôture de l'exercice	1 375	1 274	101
IMPOTS DIFFERES PASSIFS			
à l'ouverture de l'exercice	9 081	9 488	-407
Produit de l'exercice			
Charge de l'exercice	682	478	204
Impacts réserves	-81	1 740	-1 821
Mouvements de périmètre Entrées	58	52	6
Mouvements de périmètre Sorties			0
Virements	-189	-2 677	2 488
à la clôture de l'exercice	9 551	9 081	470
VALEUR NETTE			
à l'ouverture de l'exercice	-7 807	-8 897	1 090
à la clôture de l'exercice	-8 176	-7 807	-369
Variation nette des impôts différés	-369	1 090	

16.4. PREUVE D'IMPOT

	2015	2014
Résultat net des sociétés intégrées (hors quote part de résultat - sociétés MEQ -)	30 311	36 875
Impôt exigible	13 253	14 693
Impôts différés	508	-1 458
Autres produits reclassés (CIR)		
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	44 072	50 110
Dépréciation des écarts d'acquisition	1 685	2 053
Impact des différences permanentes	170	272
Actions gratuites		-251
Swaps	-18	168
Report déficitaire non reconnu sur l'exercice	1 614	2 565
Consommation des déficits fiscaux antérieurs non reconnus	-2 044	-4 810
Impact des dividendes	215	-518
ID sur titres mis en équivalence	81	399
Plus value exonérée	-5	-6 567
Quote part de frais sur plus values exonérées	1	827
Quote part des sociétés transparentes mises en équivalence	11	-17
Variations de compléments de prix	-845	
Effets des bases sans impôt différé	167	-173
Dépenses de mécénat ouvrant droit à crédit d'impôt	285	255
Impact des réévaluations (IFRS 3R)	210	-1 651
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi	-6 213	-5 948
BASE FISCALE	39 386	36 714
Taux de l'impôt	33,33	33,33
Contribution sociale (3,3%)	210	165
Contribution exceptionnelle (10,7% du montant de l'IS de la société SAMSE)	546	483
Crédit d'impôt	-678	-169
Contribution de 3% sur les distributions de dividendes	573	492
Divers	-17	27
IMPÔT THÉORIQUE	13 761	13 235
CHARGE RÉELLE D'IMPÔT	13 761	13 235
Taux réel de l'impôt	34,94	36,05

16.5. PRINCIPAUX ELEMENTS A L'ORIGINE DES IMPOTS DIFFERES

	2015	2014
Congés payés	50	9
Participation des salariés	291	-140
Provisions pour indemnités de fin de carrière	84	636
Amortissements dérogatoires, amortissements et provisions à caractère fiscal	-1 210	-938
Organic et taxes sur les grandes surfaces	-49	235
Activation des déficits	85	296
Crédit bail	173	2 011
Ecart évaluation terrains et constructions	492	225
Autres	-285	-1 244
Total	-369	1 090
Variation des impôts différés actif	101	683
Variation des impôts différés passif	-470	407
Total	-369	1 090

	2015	2014
Analyse de la variation nette des impôts différés :		
Charge ou produit d'impôts différés au compte de résultat	-508	1 458
Impôts différés sur les écarts d'évaluation des terrains et constructions des sociétés entrées dans le périmètre		
Impôts différés sur les entrées ou sorties du périmètre	58	1 372
Impôts différés sur les retraitements impactant les réserves	81	-1 740
Total	-369	1 090

Note 17 - PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

17.1. DETAIL DES DETTES FINANCIERES

	Valeur bilan au 31/12/2015			Valeur bilan au 31/12/2014		
	non courants	courants	total	non courants	courants	total
Autres emprunts obligataires	512	16	528	701	22	723
Locations financement	668	156	824	149	121	270
Emprunts	146 466	58 638	205 104	110 375	52 829	163 204
Engagements de rachat de minoritaires						
Autres financements	2 147	0	2 147	2 071	1 965	4 036
Instruments financiers dérivés	228	107	335	243	109	352
Total des passifs financiers (hors concours bancaires)	150 021	58 917	208 938	113 539	55 046	168 585
Concours bancaires courants		22 882	22 882		34 706	34 706
Total des passifs financiers (avec concours bancaires)	150 021	81 799	231 820	113 539	89 752	203 291

17.2. ECHEANCES DES DETTES COURANTES ET NON COURANTES

	au 31/12/2015			au 31/12/2014		
	ECHEANCES			ECHEANCES		
	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans	à 1 an au +	1 an à 5 ans	à + de 5 ans
Autres emprunts obligataires	16	512		22	701	
Emprunts et dettes financières	81 783	128 499	21 010	89 730	102 806	10 032
Fournisseurs et comptes rattachés	155 625			152 684		
Autres dettes	73 302			72 696		
Total	310 726	129 011	21 010	315 132	103 507	10 032

17.3. RISQUE DE CREDIT, DE LIQUIDITE ET DE MARCHE (cf. Chapitre 3.4 du Document de Référence)

Le Groupe est normalement exposé aux risques de taux d'intérêt et de liquidité. La gestion de ces risques est centralisée au niveau de la Direction Administrative et Financière.

- Le risque de taux est suivi de manière régulière. Les emprunts souscrits par le Groupe sont libellés en taux fixe et en taux variable. Les opérations de couverture de taux à la clôture de l'exercice s'élèvent à 32 738 milliers d'euros dont 9 075 milliers d'euros à moins d'un an. Ces opérations sont valorisées et contrôlées tous les trimestres (calcul de la valeur de marché des opérations de couverture en application de la norme IAS 39).
- Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de liquidité. Il s'assure que ses lignes de crédit permettent de financer notamment les dépenses d'investissements opérationnels. Le Groupe dispose d'une centralisation de trésorerie interne et, en fonction des besoins de trésorerie, il peut faire appel à des concours bancaires. Le montant des découverts autorisés à la clôture de l'exercice s'élève à 144 080 milliers d'euros. Les découverts ont été utilisés pour 22 882 milliers d'euros soit en % : 15,88.
- Dans le cadre des nouveaux emprunts souscrits au cours de l'exercice 2015, 36 millions d'euros ont été affectés au rachat du complément de 45% sur SC INV (DORAS). Cette dette est garantie par un nantissement d'une partie des titres SC INV détenus par la société SAMSE (cf. note 33).

Certains emprunts souscrits par le Groupe sont soumis à des « covenants » susceptibles d'entraîner un remboursement anticipé en cas de non respect. Les calculs des ratios financiers afférents aux « covenants » sont effectués sur une base annuelle et doivent être respectés au 31 décembre. Le Groupe s'est engagé à respecter le covenant suivant au 31 décembre 2015:

- Endettement global net élargi au crédit bail / Fonds propres. Ce ratio doit être inférieur à 1.

Au 31 décembre 2015, ce ratio financier est respecté et s'élève à 0,38.

La dette financière concernée représente 60 927 milliers d'euros à fin décembre 2015 (contre 37 165 milliers d'euros au 31 décembre 2014).

- Dans le cadre de ses différents programmes d'opérations sur actions propres, le Groupe SAMSE a acquis au cours de l'exercice 16 662 actions et en a cédé 17 708. Au 31 décembre 2015, le Groupe SAMSE est propriétaire de 9 697 actions propres. A cette date, ces actions sont valorisées à leur valeur historique pour 725 milliers d'euros. La valeur d'inventaire de ces actions au 31 décembre 2015 est de 1 072 milliers d'euros. Les valeurs mobilières du Groupe SAMSE sont représentées essentiellement par des comptes à terme d'une valeur de 65 454 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

- Le Groupe SAMSE est peu exposé au risque de change, et l'ensemble de sa dette financière est libellée en euro.

17.4. CARACTERISTIQUES DES AUTRES FINANCEMENTS A COURT TERME ET DECOUVERTS BANCAIRES

Les autres financements à court terme s'élèvent à 22 882 milliers d'euros et sont représentés par des découverts bancaires.

17.5. AUTRES EMPRUNTS OBLIGATAIRES

Emprunt émis par la SA Doras et souscrit par les fonds communs de placement :

Montants en milliers d'euros	échéances
16	31/03/2016
512	31/03/2017

17.6. VALORISATION DES SWAPS

La valorisation des SWAPS à la valeur de marché au 31 décembre 2015 a conduit le Groupe à comptabiliser un produit financier de 18 milliers d'euros.

Le tableau, ci-dessous récapitule par SWAP, l'ensemble des opérations en valeur au 31 décembre 2015.

17.6 VALORISATION DES SWAPS

N°SWAP	Au 31/12/2015		VALORISATION SWAPS 31/12/2015		Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
	Capital restant couvert (en €)	Échéance	SAMSE verse	SAMSE reçoit	Valeur de marché en €	Valeur de marché en €
D01		01/10/2015	TF 1,70%	EURIBOR 3M		-9 021
D02		31/12/2015	TF 2,71%	EURIBOR 3M		-5 897
D03	1 562 500	30/06/2018	TF 0,37%	EURIBOR 3M	-18 026	
R1	764 675	05/11/2017	TF 0,80%	EURIBOR 3M	-11 532	-14 777
30	1 500 000	18/04/2017	TF 1,21%	EURIBOR 3M	-17 974	-39 564
31	1 500 000	29/05/2017	TF 0,95%	EURIBOR 3M	-14 799	-30 515
32	1 750 000	20/09/2017	TF 0,66%	EURIBOR 3M	-14 668	-24 213
33	1 125 000	01/03/2018	TF 0,89%	EURIBOR 3M	-14 851	-23 056
34	1 800 000	10/10/2018	TF 1,00%	EURIBOR 3M	-33 158	-46 386
35	3 750 000	01/07/2019	TF 0,48%	EURIBOR 3M	-43 467	-43 107
36	1 950 000	28/03/2019	TF 1,09%	EURIBOR 3M	-41 529	-56 312
37	3 500 000	25/04/2019	TF 1,70%	EURIBOR 3M	-50 312	-59 107
38	9 285 714	01/04/2022	TF 0,25%	EURIBOR 3M	-45 465	
39	4 250 000	10/03/2020	TF 1,00%	EURIBOR 3M	-28 582	
	32 737 889		TOTAL		-334 363	-351 955

17.7. RACHAT DE MINORITAIRES

. Rachat des intérêts minoritaires du sous-groupe SC INV

Fin mars 2015, suite à l'accord de l'Autorité de la Concurrence, le Groupe a racheté l'ensemble des intérêts minoritaires (représentant 45% du capital) relatifs au sous-groupe SC INV (DORAS). A l'issue de cette opération, le Groupe dispose de 100% du capital de cette entité. Les effets sur les comptes consolidés au 31 décembre 2015 sont résumés ci-après :

(en milliers d'euros)

Part des intérêts non contrôlants reprise	34 699
Prix d'acquisition des 45%	-36 585
Impact comptabilisé en capitaux propres (part Groupe)	-1 886

. Rachat d'intérêts minoritaires sur la société LA BOITE A OUTILS

L'opération se détaille de la manière suivante :

(en milliers d'euros)

Part des intérêts non contrôlants reprise	1 316
Prix d'acquisition des 2,15%	-1 690
Impact comptabilisé en capitaux propres (part Groupe)	-374

17.8. ENCOURS DES DETTES FINANCIERES

	au 31 décembre 2015				au 31 décembre 2014			
	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total	A 1 an au +	1 an à 5 ans	Au delà	Total
Passifs financiers	81 799	129 011	21 010	231 820	89 752	103 507	10 032	203 291
Taux fixe	38 300	75 750	5 664	119 714	38 095	67 423	4 297	109 815
Taux variable	43 499	53 261	15 346	112 106	51 657	36 084	5 735	93 476
Position nette avant gestion	43 499	53 261	15 346	112 106	51 657	36 084	5 735	93 476
Hors bilan (swaps de taux)	9 075	20 806	2 857	32 738	8 282	17 353	37	25 672
Position nette après gestion	34 424	32 455	12 489	79 368	43 375	18 731	5 698	67 804

Une hausse des taux d'intérêts de 1 % majorerait le coût de l'endettement du Groupe SAMSE de 622 milliers d'euros.

17.9. DETERMINATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	2015	2014
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES		
Autres emprunts obligataires	512	701
Emprunts et dettes	204 754	162 841
Intérêts courus sur dettes et agios bancaires	367	386
Dettes relatives au crédit bail	824	270
Dettes rattachées à des participations (1)	2 017	1 958
Dettes diverses	464	2 429
Engagements de rachat de minoritaires		
Total	208 938	168 585
ENDETTEMENT FINANCIER NET		
Emprunts et dettes financières	208 938	168 585
Trésorerie nette	58 090	22 358
Total	150 848	146 227
VALEUR NETTE AU BILAN		
Dettes à long terme	150 021	113 539
Dettes à court terme	81 799	89 752
Total des dettes	231 820	203 291
Disponibilités et Equivalents de Trésorerie	80 972	57 064
ENDETTEMENT FINANCIER NET	150 848	146 227
(1) Détail des dettes rattachées à des participations		
RG BRICOLAGE	1 866	
SCI CHABER	70	
SCI ENTREPOT FROMENT	45	
DUMONT INVESTISSEMENT	36	
Total	2 017	

Note 18 - FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
Fournisseurs négoce	122 910	119 568
Fournisseurs bricolage	32 715	33 116
Total	155 625	152 684

Note 19 - AUTRES DETTES D'EXPLOITATION

	Au 31/12/2015	Au 31/12/2014
Dettes fiscales et sociales négoce	45 381	45 022
Dettes fiscales et sociales bricolage	16 944	17 383
Dettes sur immobilisations négoce	219	697
Dettes sur immobilisations bricolage	139	427
Autres dettes négoce	7 976	6 902
Autres dettes bricolage	142	139
Produits constatés d'avance négoce	217	132
Produits constatés d'avance bricolage	2 284	1 994
Total	73 302	72 696

Note 20 -CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

20.1. DETAIL DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Au 31/12/2015			Au 31/12/2014		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Ventes de marchandises	916 589	243 646	1 160 235	936 325	222 230	1 158 555
Camionnages et prestations de services	25 725	11 995	37 720	25 790	10 040	35 830
Intérêts des créances commerciales	16		16	20		20
Frais fixes de facturation	1 241		1 241	1 231		1 231
Total	943 571	255 641	1 199 212	963 366	232 270	1 195 636

20.2. AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITE

	Au 31/12/2015			Au 31/12/2014		
	Négoce	Bricolage	Total	Négoce	Bricolage	Total
Produits divers	44		44	24		24
Crédit d'impôt recherche						
Total	44	0	44	24	0	24

20.3. EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE

	2015	2014	% d'évolution 2015/2014	
			à périmètre "non comparable"	à périmètre "comparable"
Négoce	943 571	963 366	-2,05	-2,94
Bricolage	255 641	232 270	10,06	6,72
Total	1 199 212	1 195 636	0,30	-1,06

Le chiffre d'affaires à périmètre "non comparable" est le chiffre d'affaires réel du Groupe publié.

Pour mesurer sa croissance organique, le Groupe utilise la notion de "comparable" qui consiste à retraiter le chiffre d'affaires des effets de variations de périmètre significatives intervenues au cours des années 2014 et 2015.

Note 21 - CHARGES DE PERSONNEL

21.1.a FRAIS DE PERSONNEL PAR ACTIVITE

	2015	2014
Négoce	135 695	133 882
Bricolage	47 983	44 918
TOTAL	183 678	178 800

21.1.b CHARGES PRISES EN COMPTE DANS LES FRAIS DE PERSONNEL

	Actions gratuites		Participation des salariés		Abonnement FCP	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Négoce	0	-251	890	888	1 635	1 729
Bricolage	0	0	1 268	290	643	717
TOTAL	0	-251	2 158	1 178	2 278	2 446

21.1.c EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL

	2015	2014	% d'évolution 2015/2014	
			à périmètre non comparable	à périmètre comparable
Négoce	135 695	133 882	1,35	0,16
Bricolage	47 983	44 918	6,82	3,70
TOTAL	183 678	178 800	2,73	1,05

A la suite de la mise en place du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, le Groupe a enregistré un produit de 6 213 milliers d'euros au 31 décembre 2015 (5 948 milliers d'euros au 31 décembre 2014). Ce dernier a été comptabilisé en diminution des charges de personnel.

21.2.DETAIL DES EFFECTIFS MOYENS PAR ACTIVITE INTEGREE

SOCIETES	2015	2014
NEGOCE	3 295	3 335
SA SAMSE	1 509	1 542
SA DORAS	713	707
M+ (GROUPE)	539	541
SAS BOIS MAURIS ODDOS	88	87
PIERRE HENRY ET FILS (GROUPE)	76	72
SAS ROGER CLEAU	59	61
SA CHRISTAUD	55	57
SWEETAIR FRANCE	25	53
SAS BTP DISTRIBUTION	54	49
SAS CELESTIN MATERIAUX	58	43
SAS REMAT	33	32
SAS LEADER CARRELAGES - prise de contrôle sur l'exercice 2015	17	
SAS CO DI PLAST - fusion avec CELESTIN MATERIAUX sur 2015		17
SAS BLANC MATERIAUX	16	16
SARL TRANSPORTS SCHWARTZ	10	13
SAS CLAUDE MATERIAUX	10	10
SARL GET ELECTRIC	8	9
SA DUMONT INVESTISSEMENT	8	8
SAS OUTIMAT B.T.P.	6	8
SA VAUDREY	6	5
SAS MAT APPRO	5	5
BRICOLAGE	1 461	1 394
SAS LA BOITE A OUTILS	1 268	1 204
SAS COMPTOIR FROMENT	64	65
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE FROMENT	58	59
SAS ENTREPOT DU BRICOLAGE AUBENAS	46	43
SAS DEB REMIREMONT	25	23
	4 756	4 729

21.3 EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE

	2015	2014
Employés et Ouvriers	3 180	3 216
Techniciens, Agents de maîtrise	912	894
Cadres	664	619
TOTAL	4 756	4 729

Note 22 -CHARGES EXTERNES

	2015	2014	% de variation à périmètre non comparable	% de variation à périmètre comparable
Sous traitance générale	6 061	5 266	15,10	13,37
Locations et transport de biens	29 653	30 109	-1,51	-3,26
Entretiens et réparations	11 645	12 033	-3,22	-4,66
Primes d'assurance	3 787	3 764	0,61	0,61
Services extérieurs divers	1 605	1 669	-3,83	-6,47
Personnel extérieur à l'entreprise	6 382	6 421	-0,61	-3,47
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 514	4 918	-8,21	-12,38
Publicité, publications et relations publiques	11 855	13 642	-13,10	-14,80
Déplacements, missions et réceptions	5 642	5 033	12,10	11,17
Frais postaux et télécommunications	2 926	2 871	1,92	1,92
Services bancaires et assimilés	1 473	1 449	1,66	1,66
Autres services	1 578	1 571	0,45	-3,37
	87 121	88 746	-1,83	-3,59

Note 23 -DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

	2015		2014	
	dotations	reprises	dotations	reprises
Dotations pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations incorporelles				
Dotations pour dépréciation des immobilisations corporelles				
Reprises de provision pour dépréciation des immobilisations corporelles		313		168
Net		313		168
Dotations pour dépréciation des stocks	12 417		12 658	
Reprises de provision pour dépréciation des stocks		12 283		12 079
Net	134		579	
Dotations pour dépréciation des créances	7 970		8 377	
Reprises de provision pour dépréciation des créances		8 962		6 818
Net		992	1 559	
Dotations aux provisions pour risques et charges	2 527		2 626	
Reprises de provisions pour risques et charges		2 797		1 976
Net		270	650	
Dépréciations des écarts d'acquisition	Net	1 685	2 053	
Divers	Net			
Total	24 599	24 355	25 714	21 041
Total Net	244		4 673	

La variation globale des dotations aux provisions et dépréciations nettes entre 2015 et 2014 provient :

des dépréciations nettes :	
des immobilisations incorporelles et corporelles	-145
des stocks de marchandises	-445
des créances	-2 551
des provisions pour risques et charges	-920
des écarts d'acquisition	-368
des provisions diverses	
Total Net	-4 429

Note 24 -AUTRES PRODUITS ET CHARGES DE L'EXPLOITATION COURANTE

	2015		2014	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Produits de cession d'actifs		766		2 536
Autres produits opérationnels		4 993		6 549
VNC des éléments d'actifs cédés	893		2 078	
Autres charges opérationnelles	8 943		6 438	
Total	9 836	5 759	8 516	9 085
Net	4 077			569

Note 25 -AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	2015		2014	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Cessions d'actifs corporels		2 398		670
VNC des éléments d'actifs cédés	975		529	
Autres produits et charges opérationnels	975		724	
Total	1 950	2 398	1 253	670
Net		448	583	

Passage du résultat opérationnel courant au résultat opérationnel

	2015	2014
Résultat opérationnel courant	45 740	45 947
Détail des autres produits et charges opérationnels :		
Produits de cession de l'actif immobilier	2 398	670
VNC des éléments de l'actif immobilier cédés	-975	-529
Dépréciations immobilières		-1 702
Produit de réévaluation du sous-groupe DEDB		1 651
Charge de réévaluation LEADER CARRELAGES	-210	
Variations de compléments de prix	845	
Charges liées à des restructurations	-1 610	
Autres charges		-673
Résultat opérationnel	46 188	45 364

Note 26 - PRODUITS DE TRÉSORERIE ET D'EQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	2015	2014
Produits de valeurs mobilières de placement et autres créances	506	589
Autres produits	0	0
Total	506	589

Note 27 -COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER BRUT

	2015	2014
Intérêts et charges assimilées sur emprunts auprès des établissements de crédit		.
	3 857	4 028

Note 28 -AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

	2015		2014	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Reprise de provisions financières				
Produits des participations		573		1 040
Produits de cession des immobilisations financières (1)		11		13 923
VNC des immobilisations financières cédées (1)	21		7 356	
Autres produits divers		484		543
Autres charges diverses	124		171	
Dotations aux dépréciations financières				
Différences positives de change		435		235
Différences négatives de change	123		29	
	268	1 503	7 556	15 741
		1 235		8 185

(1) en 2014, les opérations de cession d'immobilisations financières comprenaient exclusivement les ventes de titres Dumont Investissement intervenues sur l'exercice. Ces ventes avaient généré un impact de +6,5 millions d'euros sur le résultat.

Note 29 -FORMATION DU RESULTAT FINANCIER

	2015	2014	% de variation
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	506	589	-14,09
Coût de l'endettement financier brut	-3 857	-4 028	-4,25
Coût de l'endettement financier net	-3 351	-3 439	-2,56
Autres produits et charges financiers	1 235	8 185	-84,91
RESULTAT FINANCIER	-2 116	4 746	.

Note 30 -CHARGE D'IMPOT

	2015	2014
Charges d'impôt social	13 253	14 693
Impôts différés	508	-1 458
	13 761	13 235

Note 31 -QUOTE-PART DE RESULTAT NET DES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	2015	2014
SAS MATERIAUX SIMC	1 180	952
PLATTARD (Groupe)	1 097	1 457
SAS RG BRICOLAGE	451	395
SAS ZANON TRANSPORTS	178	160
SCI ENTREPOT FROMENT	158	105
SAS BOURG MATERIAUX	132	115
SAS DEGUERRY SAMSE	106	116
SCI CHABER	57	54
SCI LE CARREAU	13	13
SCI ESPACE PLUS	9	9
SAS TARARE MATERIAUX	0	-61
SARL LEADER CARRELAGES	-6	68
SAS DIDIER	-15	56
SAS AMEO CONSTRUCTION	-15	-29
SA BLAMAT	-53	1
SA DIJON BETON	-175	-108
SCI IMMOBILIERE DIJON		5
SCI MENNECY		13
SCI IMMOBILIERE FONTAINE		-1
SCI IMMOBILIERE MOISERIE		-1
DEDB (Groupe) (1)		-316
	3 117	3 003

(1) Sur l'exercice 2014, la quote-part de résultat mise en équivalence correspond à la période du 1er janvier au 14 mars, le Groupe ayant pris le contrôle de DEDB à cette date.

Note 32 - RESULTAT PAR ACTION

	Actions émises	Actions propres	Actions en circulation
Nombre d'actions à l'ouverture de l'exercice	3 458 084	10 743	3 447 341
Ventes d'actions propres en cours d'exercice		-1 046	1 046
Nombre d'actions à la clôture de l'exercice	3 458 084	9 697	3 448 387
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice			3 448 099
Résultat net - part attribuable aux actionnaires de la société SAMSE - (en €)			32 072 219
Résultat par action			9,30
	Actions en circulation	Dilution	Nombre de titres
Nombre moyen pondéré et dilué de titres	3 448 099	0	3 448 099
Résultat dilué par action			9,30

Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'action qui, au dénominateur, rajoute au nombre basique d'actions, le nombre d'actions potentielles qui résultera des instruments dilutifs (stock-options et actions gratuites) déduction faite du nombre d'actions qui pourraient être rachetées au prix du marché avec les fonds recueillis de l'exercice des instruments concernés. Le prix du marché retenu correspond au cours moyen de l'action sur l'exercice.

Les fonds recueillis à l'exercice des options sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation en fin d'exercice a été obtenu de la manière suivante :

	Avant pondération	Pondération calculée au prorata tempons	Après pondération
Achats d'actions propres en cours d'exercice	-1 046	288	-758

A - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIÉS AU PERIMÈTRE DU GROUPE CONSOLIDÉ

I - ENGAGEMENTS DONNES	2015	2014
Engagements de prise de participations	0	0
Total	0	0

B - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIÉS AU FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ

I - ENGAGEMENTS DONNES	2015	2014
Obligations en matière de location-financement immobilier		
crédit-bail	590	
Total	590	0
Obligations en matière de location-financement mobilier		
Divers financements de véhicules et matériels	234	270
Contrats de location simple		
Véhicules	7 974	8 246
Garanties financières		
Nantissement des titres SC INV détenus par SAMSE en garanti du financement du rachat des 45%	32 892	
Cautions bancaires sur prêts et découverts	3 000	704
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Ligne de crédit reçue et non utilisée	0	0

C - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIÉS AUX ACTIVITÉS OPERATIONNELLES DE LA SOCIÉTÉ

I - ENGAGEMENTS DONNES	2015	2014
Compromis d'achat immobilier		
Terrains	518	518
Ensembles immobiliers	2 000	4 507
Total	2 518	5 025
Cautions données dans le cadre de l'exploitation		
Cautions douanières et diverses	55	21
Indemnités de résiliation de convention de rémunération	73	183
II - ENGAGEMENTS RECUS		
Compromis de vente immobilier		
Ensembles immobiliers	190	2 410
Indemnités d'expropriation et de transfert d'activité	0	0
Total	190	2 410

Note 34 - INFORMATIONS SUR LES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les parties liées sont :

- . la société mère du groupe (Dumont Investissement),
- . les entités qui exercent un contrôle conjoint ou une influence notable,
- . les entreprises associées,
- . les co-entreprises,
- . les membres du comité de direction.

Les opérations effectuées avec les filiales intégrées globalement sont éliminées.

Seules subsistent dans les comptes consolidés les opérations effectuées avec les sociétés mises en équivalence et les sociétés avec lesquelles le Groupe a un lien de participation. Ces opérations sont considérées comme des opérations effectuées avec des tiers.

Informations (en milliers d'euros)	TRANSACTIONS		
	Entités mises en équivalence	Autres parties liées	DUMONT INVESTISSEMENT
Produits	25 245	0	0
Charges	11 209	0	2 396
Créances rattachées à des participations	1 283	0	0
Dettes rattachées à des participations	1 981	0	36
Comptes courants intra-groupe :			
Actifs	1 507		0
Passifs	16		557

D'une manière générale, les transactions réalisées avec les entités liées sont effectuées selon des conditions de marché.

La société DUMONT INVESTISSEMENT a des membres du " key personnel " commun avec l'émetteur.

Les comptes du Groupe sont intégrés dans les comptes consolidés établis par la SA Dumont Investissement, société mère du Groupe SAMSE.

Siège social : 2, rue Raymond Pilet - 38 100 Grenoble

N° Siren : 345 287 734

Date de clôture : 31/12/2015

	2015
Le chiffre d'affaires social réalisé par l'ensemble des sociétés opérationnelles détenues par le Groupe représente un montant global de :	1 713 334
Le passage du social au consolidé s'explique de la manière suivante :	
Elimination du CA des sociétés mises en équivalence	-376 354
Retraitement IFRIC 13	-290
Elimination des opérations réciproques réalisées entre les sociétés consolidées	-137 478
Total	1 199 212

REMUNERATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Cette information figure dans le Rapport de Gestion - Chapitre 3.6 - du présent document.

A. INSTRUMENTS FINANCIERS INSCRITS AU BILAN (en milliers d'euros)

	Au 31/12/2015		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	8 174	8 174	8 174			
Autres actifs financiers non courants	3 963	3 963	2 743	1 220		
Clients et comptes rattachés	146 273	146 273		146 273		
Autres actifs financiers courants	66 171	66 171		66 171		
Equivalents de trésorerie	65 745	65 745		65 745		
Trésorerie	15 227	15 227		15 227		
Actifs	305 553	305 553	10 917	294 636		
Passifs financiers non courants	150 021	150 021			149 793	228
Fournisseurs et comptes rattachés	155 625	155 625			155 625	
Autres dettes courantes	73 302	73 302			73 302	
Passifs financiers courants	81 799	81 799			81 692	107
Passifs	460 747	460 747			460 412	335

	Au 31/12/2014		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste Valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations	4 883	4 883	4 883			
Autres actifs financiers non courants	4 334	4 334	2 511	1 823		
Clients et comptes rattachés	143 351	143 351		143 351		
Autres actifs financiers courants	74 886	74 886		74 886		
Equivalents de trésorerie	15 990	15 990		15 990		
Trésorerie	41 074	41 074		41 074		
Actifs	284 518	284 518	7 394	277 124		
Passifs financiers non courants	113 539	113 539			113 296	243
Fournisseurs et comptes rattachés	152 684	152 684			152 684	
Autres dettes courantes	72 696	72 696			72 696	
Passifs financiers courants	89 752	89 752			89 643	109
Passifs	428 671	428 671			428 319	352

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

- . IFRS 7.37a - à la date de clôture, l'analyse des actifs financiers selon leur ancienneté ne fait pas apparaître d'actifs à risque qui n'auraient pas été dépréciés.
- . IFRS 7.14 - à la date de clôture, il n'y a pas d'actifs financiers donnés en garantie des passifs.
- . IFRS 7.B5g - non appliqué.
- . IFRS 7.39a - échéancier des passifs : cf. note 17.2.

B. IMPACT DES INSTRUMENTS FINANCIERS (en milliers d'euros)

Au 31/12/2015		
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres
		Juste valeur Autres
Actifs disponibles à la vente		125
Instruments dérivés	18	
Equivalents de trésorerie		
Total	18	125

Au 31/12/2014		
	Effets sur le résultat financier	Effets sur les capitaux propres
		Juste valeur Autres
Actifs disponibles à la vente		-1 866
Instruments dérivés	-168	
Equivalents de trésorerie		
Total	-168	-1 866

Note 36 - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDEES

Il convient de rappeler qu'aucun regroupement de secteurs opérationnels n'a été effectué dans le Groupe SAMSE.

Le Groupe prend en compte deux secteurs d'activité distincts : le négoce et le bricolage qui correspondent aux deux secteurs revus par le principal décideur opérationnel.

Les Unités Génératrices de Trésorerie, qui représentent le niveau le plus bas auquel les écarts d'acquisition font l'objet d'un suivi, sont effectués systématiquement au secteur opérationnel dont elles dépendent.

Les tests annuels de dépréciation des écarts d'acquisition sont effectués conformément à la norme IAS 36.

Au 31 décembre 2015, le Groupe est structuré en deux secteurs distincts d'activité :

- le négoce de matériaux de construction
- le bricolage

Les résultats par secteur d'activité pour les exercices clos au 31 décembre sont détaillés ci-après :

	2015			2014		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Chiffre d'affaires	1 070 695	265 959	1 336 654	1 066 642	243 208	1 309 850
Inter-secteurs	-127 124	-10 354	-137 478	-123 276	-11 538	-134 814
CHIFFRE D'AFFAIRES	943 571	255 605	1 199 176	943 366	231 670	1 175 036
Résultat Opérationnel Courant	32 920	12 920	45 840	34 874	11 073	45 947
Résultat Opérationnel	33 902	12 299	46 201	33 301	12 063	45 364
Résultat financier	-1 600	-516	-2 116	5 163	-417	4 746
Quota part des résultats des entreprises associées	2 439	679	3 118	2 735	258	2 993
Impôt			-13 761			-13 235
Résultat net			33 428			39 878

Les autres éléments du compte de résultat ventilés par secteur sont :

	2015			2014		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Dotations aux amortissements	21 573	6 664	28 237	22 065	6 073	28 138
Dépréciations des écarts d'acquisition	1 685		1 685	2 053		2 053
Dépréciations des immobilisations incorporelles			0			0
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-216	-99	-315	-87	-81	-168
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles			0			0
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des créances	-942	-43	-985	1 623	-124	1 500
Dotations et reprises de provisions pour dépréciation des stocks	-323	457	134	355	224	579
Dotations et reprises de provisions diverses	-543	273	-270	606	44	650

Le tableau ci-dessous détaille les actifs et passifs sectoriels, ainsi que les acquisitions d'actifs pour les exercices clos le 31 décembre :

	2015			2014		
	Activité			Activité		
	Négoce	Bricolage	Total Groupe	Négoce	Bricolage	Total Groupe
Actifs	690 696	157 656	848 352	663 303	155 417	818 720
Entreprises associées	37 483	2 477	39 960	37 385	2 265	39 650
Total des actifs	728 179	160 133	888 312	700 688	157 682	858 370
Total des dettes	385 679	59 966	445 645	351 374	101 557	452 931
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	23 109	9 226	32 335	19 596	10 350	29 946

Le Groupe dispose de deux secteurs d'activité qui correspondent aux unités opérationnelles stratégiques. Ces unités offrent des produits et des services distincts et sont dirigées séparément dans la mesure où elles exigent des stratégies d'achat et commerciales différentes. Les opérations réalisées dans chacun des secteurs présentés du Groupe sont résumées ainsi :

- . Négoce de matériaux de construction, qui comprend la distribution de matériaux pour le bâtiment et les travaux publics.
- . Bricolage, qui comprend la distribution d'articles de bricolage, de jardinage et de décoration.

Toutes les activités du Groupe ont été regroupées au sein de ces deux secteurs et n'opèrent que sur un seul secteur géographique, la France.

Concernant le niveau d'intégration, chaque secteur correspond à un regroupement d'entités juridiques qui sont chacune dédiées à un et un seul secteur d'activité.

Les méthodes comptables des secteurs présentés sont identiques et les résultats communiqués dans le reporting interne sont arrêtés selon les mêmes méthodes retenues en fin d'exercice, conformément aux normes IFRS appliquées dans le Groupe.

Par conséquent, aucun tableau de rapprochement des données consolidées avec le total des secteurs réconciliés n'est présenté.

La performance est évaluée sur la base du résultat avant impôt du secteur. La Direction Générale utilise le résultat du secteur parce qu'elle juge que cette information est la plus pertinente pour comprendre la performance par rapport à celle d'autres entités intervenant dans ces activités.

Les prix de transferts entre les secteurs sont déterminés dans des conditions de concurrence normale.

Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé dans les deux secteurs concernés.